

SOMMAIRE

Villes

- 1) « Villiers / La navette étend son parcours au quartier des Luats » - Le Parisien
- 2) « Créteil / Dissensions au sein du groupe Les Républicains » - Le Parisien
- 3) « L'air d'accueil qui fait râler le maire de Saint-Maurice » - Le Parisien
- 4) « Orly / Les Rendez-vous pour l'emploi d'Orly-Paris se tiendront le 10 novembre » - 94 Citoyens
- 5) « Villejuif / 590 000 euros seront reversés à l'Institut Gustave Roussy » - Le Parisien

Département

- 1) « Créteil valide le territoire avec Valenton et le Plateau Briard » - Le Parisien
- 2) « Le Festi'val de Marne attend petits et grands » - Le Parisien

Région / Régionales

- 1) « Anne Hidalgo : «Je veux moderniser Paris» » - Le Figaro
- 2) « Régionales en Ile-de-France: la sénatrice écolo Leila Aïchi pressentie sur la liste de droite » - Le Figaro
- 3) « Valérie Pécresse montre du doigt la gestion de la Seine-Saint-Denis » - Le Parisien
- 4) « IDF / Régionales : Pécresse et Bartolone mettre l'accent sur les transports » - AFP
- 5) « C'est le Far West en Ile-de-France » - Le Parisien
- 6) « Il faut réorganiser le Grand Paris Express » - Le Parisien
- 7) « 410 chauffeurs seront embauchés pour conduire les bus de la RATP » - Le Parisien
- 8) « Une vaste concertation sur le RER D programmée » - Le Parisien

Politique nationale

- 1) « La droite choquée par l'attitude de Marine Le Pen au Parlement européen » - Le Point
- 2) « Morano privée de son investiture aux régionales, la droite divisée » - Le Figaro
- 3) « Le conflit chez Air France prend une tournure politique » - Le Monde
- 4) « Les exclusifs » - L'Express
- 5) « Grèves et manifestations ce jeudi pour l'emploi et les salaires » - Le Figaro
- 6) « Laurent Fabius lève 1 milliard d'euros pour le tourisme » - Le Figaro
- 7) « Les impôts vont augmenter pour les familles gagnant plus de 50.000 euros par an » - Le Figaro
- 8) « Air France : la liste des suspects de violence directe s'allonge » - Le Figaro
- 9) « Bataille de lobbys sur la l'application de la loi Macron » - Le Monde
- 10) « Le texte sur le dialogue social attend ses décrets » - Le Monde
- 11) « Ce que va apporter la protection universelle maladie » - La Croix
- 12) « Le Drian souhaite présider la Bretagne tout en restant ministre de la défense » - Le Monde
- 13) « Taubira veut réformer les sorties de détenus » - Le Monde

Ouverture et curiosités

- 1) « Djihadisme : près de 2000 Français impliqués » - Le Figaro
- 2) « Le couple franco-allemand veut afficher son unité » - Le Monde
- 3) « Un économiste sud-coréen élu à la tête du GIEC, le groupe d'experts du climat » - Le Monde
- 4) « La Bélarusse Svetlana Alexievitch remporte le prix Nobel de littérature 2015 » - L'EXPRESS
- 5) « "La France, c'est l'avenir": le patron de Cisco déclare sa flamme aux start-up françaises » - L'Expansion

Villes

« Villiers / La navette étend son parcours au quartier des Luats » - Le Parisien

VILLIERS-SUR-MARNE

La navette étend son parcours au quartier des Luats

■ La navette de Villiers-sur-Marne dessert depuis hier un nouveau quartier mal couvert par les transports en commun : les Luats. Dans un premier temps, la navette se rendra dans ce quartier les jours de marché, le jeudi et le dimanche. Quatre arrêts sont prévus : Marronniers-Amitié, Maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, Jean-Jacques-Rousseau et Edouard-Herriot. La navette de Villiers avait été lancée par la municipalité en novembre 2013 pour aller du bois de Gaumont à la gare RER. Selon la mairie, à titre d'exemple, cette année, elle a transporté 2 791 personnes en avril, 2 748 en mai et 3 327 en juin.

« Créteil / Dissensions au sein du groupe Les Républicains » - Le Parisien

CRÉTEIL

Dissensions au sein du groupe Les Républicains

■ « Une analyse simpliste qui n'est pas à la hauteur. » Catherine Doumid, conseillère municipale Les Républicains « ne s'associe pas » à la tribune signée dans le journal de la ville de Créteil par son président de groupe. « La responsabilité politique exige analyse et nuance », poursuit-elle, applaudie par la majorité, lundi en conseil municipal. Dans son propos, Thierry Hebbrecht tacle « le manque de courage des élus face aux problèmes de nos concitoyens », évoquant les dégradations à l'Île de loisirs, les rodéos et l'arrivée de migrants. « J'ai fait part du ressenti de la population », se défend-il. « Vous êtes libre de votre expression, mais on peut la commenter », réagit le maire (PS), Laurent Cathala, qui appelle les auteurs « à faire preuve d'un peu de responsabilité ».

« L'air d'accueil qui fait râler le maire de Saint-Maurice » - Le Parisien

BOIS DE VINCENNES

L'aire d'accueil qui fait râler le maire de Saint-Maurice



POUR L'INSTANT, ce n'est qu'un parking désaffecté envahi par les herbes folles. Mais d'ici un an, le vaste terrain situé entre l'hippodrome et le fort de Gravelle, aux confins du bois de Vincennes, accueillera la première aire d'accueil pour gens du voyage aménagée de Paris.

La mairie de Paris a annoncé le démarrage, aujourd'hui, des travaux. Ils permettront la création d'une aire d'accueil de treize emplacements (dimensionnés pour accueillir jusqu'à 28 caravanes) avec sanitaires et branchements. L'aire, qui ouvrira à l'automne 2016, sera dédiée aux familles de gens du voyage « dont un membre est hospitalisé à Paris ».

« L'aire d'accueil n'occupera qu'une partie du terrain déjà goudronné. Elle n'enlèvera pas un seul mètre carré de verdure au bois. Au contraire, sa construction s'accom-



Route de la Ferme, Paris (XII^e), hier. Ce parking désaffecté deviendra à l'automne 2016 la première aire d'accueil de gens du voyage de la capitale. (LP/B.H.)

pagnera de la végétalisation d'une autre partie du parking, où 270 places de stationnement seront maintenues », insiste la mairie de Paris pour déminer un dossier polémique à l'étude depuis des années.

Pour se conformer à la loi (obligeant les villes de plus de 5 000 habitants à se doter d'aires), le Conseil de Paris a adopté un schéma départemental d'accueil des gens du voyage en juillet 2013 qui prévoit la création de 200 « places dédiées ». Les 28 premières verront donc le jour d'ici un an, mais à l'extérieur du périphérique.

De quoi agacer les communes voisines du bois de Vincennes qui se

sont opposées au projet. « Le fait même que nous n'ayons pas été prévenus du début du chantier montre le peu de considération que Paris accorde à ses voisins », réagit Christian Cambon, sénateur-maire (LR) de Saint-Maurice.

Et l'élu de dénoncer le choix d'un site sans transports en commun, loin de tout et en particulier des écoles et des hôpitaux parisiens. « Paris se décharge de ses obligations en créant ce site le plus loin possible de ses frontières », conclut avec dépit le maire de Saint-Maurice. Un second projet d'aire d'accueil pour Paris sera examiné en 2016. Plusieurs emplacements sont à l'étude... dans le bois de Boulogne (XVI^e). Nouvelle polémique en perspective avec, cette fois, les Hauts-de-Seine ?

BENOIT HASSE

« Le fait que nous n'ayons pas été prévenus du début du chantier montre le peu de considération que Paris accorde à ses voisins »

Christian Cambon, maire (LR) de Saint-Maurice

Revue de presse : Jeudi 8 octobre 2015

« Orly / Les Rendez-vous pour l'emploi d'Orly-Paris se tiendront le 10 novembre » - 94 Citoyens

1000 offres d'emploi à pourvoir, un diagnostic flash offert, 150 recruteurs et 80 organismes partenaires de l'emploi (formation, création...) à disposition... La quatrième édition des Rendez-vous pour l'emploi d'Orly se tient ce mardi 10 novembre de 10h à 19 heures.

Seront en particulier présentes les filières du pôle d'Orly qui regroupe 19 communes, 372 000 habitants et plus de 18 500 entreprises, à savoir l'aéroportuaire (métiers de l'aérien et métiers dans l'aéroport sur la plateforme d'Orly), l'agro-alimentaire et la logistique (métiers du MIN de Rungis et de la Sogaris), le tertiaire (métiers du Parc ICADE Rungis et du Parc Atlantis Massy).

Au programme : conférences, ateliers, job meetings. [Les offres d'emploi devraient être en ligne prochainement sur le site de la manifestation.](#)

« Villejuif / 590 000 euros seront reversés à l'Institut Gustave Roussy » - Le Parisien

■ LE CHIFFRE



590 000 € ont été récoltés lors de la course Odyssée, dimanche. Cette somme record a pu être rassemblée lors de la 7^e édition du plus grand événement caritatif dédié à la lutte contre le cancer du sein, qui a notamment accueilli 43 000 coureurs au départ du château de Vincennes, le week-end dernier. Un montant inédit — 120 000 € de plus que l'an dernier — reversé au leader européen de la cancérologie, l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif. L'établissement se dit « fier et très reconnaissant » et indique que 520 000 € financeront des programmes d'étude sur les métastases, les anomalies immunologiques, les mécanismes de résistance aux traitements et de propagation des tumeurs. En sept ans, près de 2,6 M€ ont été reversés à Gustave-Roussy pour accélérer la recherche sur le cancer du sein.

Département

« Créteil valide le territoire avec Valenton et le Plateau Briard » - Le Parisien

GRAND PARIS

Créteil valide le territoire avec Valenton et le Plateau Briard

C'EST, À DE RARES EXCEPTIONS PRÈS, la seule ville à ne pas être farouchement opposé au T 11 — le territoire issu de la refonte de l'intercommunalité en vue de la mise en place de la métropole du Grand Paris.

Lundi soir, les élus de Créteil se sont prononcés favorablement pour ce nouvel établissement public de coopération intercommunale regroupant Plaine Centrale, le Haut Val-de-Marne, le Plateau Briard, Valenton et Villeneuve-Saint-Georges. Avant l'été, le territoire était quelque peu différent, englobant en plus Maisons-Alfort, Saint-Maur mais sans Villeneuve-Saint-Georges. Un périmètre que Créteil avait approuvé.

« Pour des raisons que je ne comprends pas, Maisons-Alfort a rejoint l'Actep à l'est. Puis, dans un deuxième

temps, Saint-Maur est sorti, et on a vu arriver Villeneuve-Saint-Georges. Dès qu'on décroche une ville, on affaiblit la cohérence du territoire », souligne le maire PS. Pour autant, Laurent Cathala juge « cohérent » ce territoire, présentant « des perspectives économiques et une diversité » avec le Plateau Briard, « qui peut être un atout ».

Dans la majorité, le groupe PCF, qui n'a pas pris part au vote, a émis cependant quelques réserves. « Comment peut-on imposer à Valenton et Villeneuve-Saint-Georges ce territoire et pas Maisons-Alfort ? » s'interroge Jean-Pierre Heno, qui demande que « l'avis des communes soit respecté ». L'opposition LR a voté contre, soutenant la démarche du maire (LR) de Saint-Maur, qui veut rejoindre le T11. **A.V.**

« Le Festi'val de Marne attend petits et grands » - Le Parisien

CHANSON

Le Festi'val de Marne attend petits et grands

LA GRANDE fête musicale du département continue de résonner ce week-end. Attention, certains concerts sont complets (Arthur H, La Grande Sophie), mais d'autres vous régaleront, demain, comme celui de Camélia Jordana à Villeneuve-Saint-Georges, à 20 h 30, celui de Souad Massi à Chevilly-Larue, à 20 heures, ou encore celui de la lumineuse Flavia Coelho à Fresnes, dès 20 heures.

Samedi, place à la JIMI et sa foison d'artistes indépendants et/ou autoproduits, dès 19 heures, à Ivry. Dimanche, les « grands » écouteront Cali, à 16 heures, à Champigny tandis que les petits spectateurs s'amuseront de « la Tête de l'emploi », théâtre musical d'Antoine Sahler mis en scène par François Morel, à 16 heures, à Ivry. Mais aussi du nouveau spectacle de Sophie Forte, à 16 heures, à Maisons-Alfort ou des reprises de Joe Dassin par le groupe The Joe's, à 15 h 30, à Rungis.

C.N.

Tarif : de 12 à 20 €. Renseignements au 01.45.15.07.07 ou sur www.festivaldemarne.org.

Demain soir, vous pourrez savourer les mélodies gracieuses et entraînantes de Camélia Jordana au Sud-Est Théâtre, 21, rue Carnot, à Villeneuve-Saint-Georges. (Berengere Vabignes)



Région / Régionales

« Anne Hidalgo : «Je veux moderniser Paris» » - Le Figaro

Statut, compétences, relations avec l'État, organisation des arrondissements... La maire socialiste de la capitale veut aboutir en 2016.

LE FIGARO. - Pourquoi n'avoir pas parlé du statut de Paris lors des municipales?

Anne HIDALGO. - Dans mon programme, nous avons inscrit certains éléments allant dans ce sens, comme la question de la lutte contre les incivilités ou la déconcentration de certaines missions vers les arrondissements. Paris est à la fois ville et département. J'ai fusionné au maximum ce que je pouvais faire entre ces deux entités, sans passer par la loi. Mais la dernière étape doit passer par la loi. Notre projet s'inscrit dans l'idée de modernisation et d'économies. Lyon a ouvert la voie.

Ces économies sont-elles estimées?

Elles ne seront pas exceptionnelles car les équipements sont déjà mutualisés entre la Ville et le département. Les gains seront surtout sensibles en termes de simplification et de clarification. Au moment de la construction du Grand Paris, il sera appréciable de n'avoir plus que deux échelons, la Ville et les arrondissements.

Aviez-vous une autre motivation pour enclencher ce projet?

L'histoire de Paris est marquée par une peur du pouvoir central, une défiance entre l'État et la Ville... Nous en avons souvent parlé avec François Hollande et Manuel Valls. Cette défiance doit disparaître. On l'a encore vu sur le travail du dimanche. Il faut donc sortir par le haut en proposant une relation apaisée et pacifiée. Rebâtissons quelque chose qui nous survivra et nous situe dans la modernité.

N'est-ce pas une recentralisation au détriment des arrondissements?

Pas du tout! Depuis 2001, avec Bertrand Delanoë, nous avons beaucoup déconcentré les compétences vers les arrondissements. Je propose d'aller plus loin en matière de politique de la ville et de propreté. Pour la politique de la ville, je souhaite donner un plus grand rôle aux maires d'arrondissement dans la maîtrise de l'ensemble des crédits pour les quartiers politiques de la ville. En matière de propreté, les maires sont prêts à s'engager dans une politique de coproduction dans un souci d'efficacité. Je suis prête à bouger sur un certain nombre de choses, mais je tiens à l'unité de Paris et au statut unique des administrations parisiennes.

«Concernant la question des douze dimanches, je suis le seul maire de France n'ayant pas de compétences» - Anne Hidalgo

Quel est le calendrier de ce chantier?

Il est serré. Nous avons commencé à travailler avec le préfet de Police, Michel Cadot, et le préfet de région, Jean-François Carenco. Nous procédons à un inventaire des compétences transférables et des

moyens. D'ici le 15 décembre, nous devons être en mesure de faire des propositions au gouvernement. Parallèlement, j'ai décidé la mise en place d'un groupe de travail à l'Hôtel de ville avec les présidents de groupe et l'ensemble des maires d'arrondissements, de la majorité et de l'opposition. Ils vont affiner les trois sujets que sont la fusion ville-département, les compétences et la tutelle mais aussi la question institutionnelle de l'égalité des Parisiens. Les analyses seront croisées. Ensuite, nous serons en mesure de porter des propositions au gouvernement pour qu'il puisse inscrire cela dans un travail législatif, en 2016.

Pourquoi refuser une police municipale?

Cela ne serait pas pertinent. Elle serait très rapidement en guerre avec la police nationale. La Mairie de Paris ne mettra pas en place des moyens d'investigation qui sont légitimes à l'échelle nationale, voire supranationale. Cependant, je revendique un certain nombre de compétences en matière de voirie, de circulation et d'autorisation de manifestations ou d'événements strictement parisiens, comme les fêtes du PSG ou des vide-greniers, par exemple, pour lesquels je dois demander l'autorisation de la préfecture. En revanche, il n'est pas du ressort du maire de Paris de statuer sur des manifestations à vocation nationale.

Sur le travail du dimanche, qu'auraient changé ces nouvelles compétences?

Qu'un pouvoir national de gauche et une maire de Paris de même couleur politique en arrivent à ne pas se comprendre, cela n'est pas normal. Les patrons des grandes enseignes du luxe ou des grands magasins souhaitaient que je sois dans la boucle. Ils ont plaidé en faveur d'un avis conforme du maire. Concernant la question des douze dimanches, je suis le seul maire de France n'ayant pas de compétences. J'ai décidé de poser une QPC (question prioritaire de constitutionnalité) sur le sujet et je pense que cela sera réglé favorablement et rapidement.

«La réorganisation des arrondissements centraux s'impose» - Anne Hidalgo

L'opposition vous reproche de ne pas l'avoir informée...

En tant que maire de Paris, je ne vais pas les consulter pour savoir si je dois ouvrir ou pas un chantier. Cela relève de mes prérogatives. En revanche, le travail sur le contenu les concerne évidemment et je les associe.

Quelles évolutions envisagez-vous pour les arrondissements de Paris?

Il ne s'agit pas de tout chambouler. Les plus gros arrondissements ne changeront pas de périmètre. En revanche, la réorganisation des arrondissements centraux s'impose, pour répondre aux exigences de représentation posées par le Conseil constitutionnel. L'échéance est celle des municipales de 2020, mais je préfère poser cette question en début de mandat. J'observe une forte contradiction à droite: pour la présidente du groupe les Républicains (Nathalie Kosciusko-Morizet, NDLR), la seule réforme valable est de faire de Paris une circonscription électorale unique. Si tel était le cas, j'aurais une majorité beaucoup plus confortable. Mais cela équivaldrait à dire que les maires d'arrondissement ne seraient plus élus. Moi, je défends l'arrondissement qui représente un bon

Revue de presse : Jeudi 8 octobre 2015

niveau de proximité. Personnellement, je n'ai pas d'idée arrêtée sur cette réorganisation et je ne souhaite pas en avoir tant que tout n'a pas été mis sur la table. Les élus parisiens sont les bons experts. L'opposition aurait tort de faire de cette question des arrondissements un casus belli. J'espère qu'elle sortira de la posture pour parvenir au consensus que je recherche.

Avez-vous d'autres ambitions politiques ?

Je n'ai même pas besoin de répondre à cette question. Je suis une maire comblée et le mandat de maire de Paris n'a rien à envier à d'autres statuts. L'espace politique d'une ville-monde comme Paris comble plus que toutes les ambitions de la Terre. Paris est un endroit incroyable pour agir. Je porte mon rôle avec passion et énergie.

« Régionales en Ile-de-France: la sénatrice écolo Leila Aïchi pressentie sur la liste de droite » - Le Figaro

Valérie Pécresse veut ouvrir ses listes à des personnalités extérieures aux Républicains.

Valérie Pécresse, candidate LR aux régionales en Île-de-France, veut imposer la sénatrice EELV [Leila Aïchi](#) en bonne place sur sa liste parisienne. Chez les Républicains, la pilule passe mal, mais Pécresse défend une opportunité, un signe de rassemblement et un symbole de sa capacité à attirer vers elle des sensibilités nouvelles, au-delà du cercle de la droite.

«C'est le signe qu'elle peut agréger des personnalités beaucoup plus largement que dans les milieux habituels. En ce sens, cela peut apparaître comme une prise exceptionnelle», commente un élu impliqué dans la campagne. Certains y verront aussi un message adressé aux électeurs écologistes franciliens de la part de [Valérie Pécresse](#), qui envisage de travailler avec des écologistes au sein d'une région où ils étaient jusqu'ici engagés à gauche. Les centristes Chantal Jouanno, ex-ministre de l'Écologie, et Yann Werhling, ancien dirigeant des Verts, sont déjà présents à ses côtés. Au départ, Leila Aïchi avait été envisagée en seconde position sur la liste à Paris mais ce positionnement suscitant de vives réserves à droite, aucune décision ne semblait arrêtée mardi.

Valérie Pécresse souhaite aussi que figurent en position éligible sur la liste parisienne le conseiller régional sortant Patrick Karam, président du Conseil représentatif des Français d'outre-mer, et Franck Margain du Parti chrétien-démocrate. Deux candidats contestés par nombre d'élus de la droite parisienne.

« Valérie Pécresse montre du doigt la gestion de la Seine-Saint-Denis » - Le Parisien

Valérie Pécresse montre du doigt la gestion de la Seine-Saint-Denis

LES COUTEAUX sont tirés en Île-de-France, dans la perspective des élections régionales de décembre. La révélation d'une enquête préliminaire ouverte au sujet d'un possible emploi fictif en Seine-Saint-Denis au cabinet du président socialiste du conseil général de l'époque (entre 2008 et 2012), Claude Bartolone, est délicate à gérer. Le président de l'Assemblée nationale est tête de liste PS pour les régionales en Île-de-France (IDF), ce qui le place sous les feux de la rampe, dans un combat électoral difficile pour lui. Quant à la tête de liste de la droite et du centre dans la région capitale, Valérie Pécresse, elle reste prudente. La députée des Yvelines, qui présentait mardi son plan pour les transports en IDF, a rappelé en marge de cette conférence de presse que « Claude Bartolone a droit à la présomption d'innocence comme tous les Français ». Elle a souligné sans en faire trop qu'il y avait eu « un rapport accablant de la chambre régionale des comptes d'Île-de-France sur la gestion, par Claude Bartolone, du département de la Seine-Saint-Denis ». Ce rapport, qui portait sur les exercices 2010 et suivants, soulignait en juillet dernier « le manque de fiabilité et de transpa-

rence » des comptes, « des recettes incertaines » ou encore « des choix coûteux et des pratiques irrégulières » en matière de gestion des ressources humaines.

Valérie Pécresse a dit « faire confiance à la justice pour faire toute la vérité sur cette affaire » d'emploi fictif tout en estimant que la région avait « pâti pendant plusieurs années de ce genre de pratiques » qui, selon elle, « ne devront plus avoir cours dans l'enceinte du futur conseil régional ». Une allusion à la condamnation de l'ex-président de région PS, Jean-Paul Huchon, pour « prise illégale d'intérêts », ou à l'occupation non justifiée d'un logement social de près de 70 mètres carrés par Michèle Sabban, l'ex-vice-présidente PS de la région, en charge du personnel, de l'administration et des marchés publics.

Dans l'entourage de Pécresse, on ne veut pas en rajouter. « Les Franciliens méritent une campagne de projets et de solutions », rappelait hier Jérôme Chartier, chargé du programme de la candidate LR. « Valérie Pécresse ne se laissera pas tirer vers le bas. Elle préfère détailler son plan pour des bus climatisés et sécurisés que de commenter

les déboires judiciaires de son adversaire socialiste », observait son porte-parole, Geoffroy Didier. À l'Assemblée, Christian Jacob, le patron des députés LR, a une nouvelle fois écrit à Claude Bartolone pour lui demander d'opérer « une stricte séparation entre (sa) fonction de président de l'Assemblée nationale et (sa) campagne électorale ». En mai, le député maire de Provins avait demandé à l'hôte de Lassigny de « respecter un cahier des charges de la transparence ».

Claude Bartolone, qui se dit « serrein », n'était pas présent mardi au 70^e anniversaire de la Sécurité sociale. Il aura l'occasion de s'expliquer mercredi matin devant la presse parlementaire, dont il est l'invité. Sur le fond des dossiers, l'élu socialiste est en mode défense. Quelques heures après la présentation d'une « révolution » des transports par Pécresse, qui veut augmenter de 50 % les investissements pour rénover, sécuriser et élargir l'offre de transports sous la prochaine mandature, Bartolone a à son tour préconisé des transports « sûrs, ponctuels, connectés, adaptés ».

■
par Sophie Huet E@sohuet1

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

“ Les Franciliens méritent “une campagne de projets et de solutions” ” JÉRÔME CHARTIER, CHARGÉ DU PROGRAMME DE VALÉRIE PÉCRESSÉ POUR LES RÉGIONALES

« IDF / Régionales : Péresse et Bartolone mettre l'accent sur les transports » - AFP

IdF/Régionales : Péresse et Bartolone mettent l'accent sur les transports

Paris, 6 oct 2015 (AFP) -Les candidats aux régionales en Ile-de-France, Valérie Péresse (Les Républicains) et Claude Bartolone (PS) ont présenté mardi, séparément, leurs propositions pour moderniser les transports en commun, M. Bartolone appelant l'Etat à mettre davantage la main à la poche.

Valérie Péresse veut augmenter de 50% les investissements dans les transports pour les porter à 18 milliards d'euros d'ici à 2021 afin de financer sa « révolution », a-t-elle déclaré lors d'une conférence de presse.

Il s'agit des investissements pour le Stif et la Région, hors Grand Paris Express" qui dépend de financements séparés, a dit la candidate de la droite et du centre.

Mme Péresse a assuré ainsi qu'elle ne toucherait pas les grands chantiers du « plan de mobilisation pour les transports » (rénovation de l'existant) mais ferait mieux : « On n'enlève rien, on augmente ».

De son côté, Claude Bartolone estime, dans un entretien à la lettre spécialisée Mobilettre publiée mardi, qu'il faut « affecter 800 millions d'euros, pendant 10 ans, à régénérer » les infrastructures ferroviaires.

« Comptez sur moi pour rappeler l'Etat à ses devoirs », ajoute le président de l'Assemblée nationale, en pointant notamment l'argent des péages franciliens qui n'a pas été, selon lui, entièrement affecté à la maintenance et au renouvellement du réseau.

Le « sous-investissement de l'Etat a donc laissé peu à peu se dégrader » le réseau, accuse-t-il.

Parmi les nombreuses propositions, Mme Péresse et M. Bartolone promettent de poursuivre l'automatisation des lignes de métro surchargées (11 et 13), et de rénover les lignes du RER A (la plus empruntée d'Europe) et B qui dessert l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle.

Se retrouvent dans le programme de Valérie Péresse les 700 nouveaux RER d'ici à 2021 (280 déjà prévus + 407 de plus) qu'elle avait annoncés le 20 septembre. Elle entend les financer en recourant au crédit-bail afin de profiter des « taux d'intérêt tellement bas » actuellement et mettre ainsi un terme à la politique « d'achat comptant » du Stif.

Sur le numérique, M. Bartolone veut mettre « le paquet » pour que le « temps subi » devienne un « temps géré », avec le wifi ou la 4G en ligne et dans les stations.

Mme Péresse veut également déployer la 4G et favoriser les applications mobiles en tous genres.

Parmi les sources de financement du programme de Mme Pécresse, 340 millions d'euros proviendraient des économies liées au nouveau matériel et une meilleure exploitation du réseau, 90 millions d'euros de nouveaux abonnés, 100 M EUR de la « lutte implacable contre les fraudes » et 72 M EUR de la suppression de la réduction aux bénéficiaires de l'aide médicale d'Etat.

Enfin, plus hypothétique, 20 M EUR du Plan Juncker pour des infrastructures et 100 M EUR d'une taxe de transit des poids lourds, cher à Chantal Jouanno (UDI) mais pas encore autorisée.

S'agissant du financement de son programme, Claude Bartolone entend « remettre à plat » le dossier, en interpellant là encore l'Etat sur le taux de TVA et la compensation du Versement Transport (VT) dont ont été exemptés les entreprises de 9 à 11 salariés.

Il évoque encore une taxe de séjour régionale, idée déjà retoquée par le Parlement, et se prononce en faveur de l'instauration d'une écotaxe régionale.

sla-ff/mat/tes ■

« C'est le Far West en Ile-de-France » - Le Parisien

C'est le Far West en Ile-de-France

Régionales. A deux mois des élections des 6 et 13 décembre, les principaux candidats se renvoient dos à dos les affaires, et la justice s'en mêle. De quoi nourrir la défiance des citoyens et l'abstention...

LES JUGES sont les invités surprises des élections régionales en Ile-de-France. Avec l'enquête préliminaire pour « emploi fictif » ouverte hier contre Claude Bartolone, les trois principales têtes de liste aux élections des 6 et 13 décembre ont désormais maille à partir avec la justice (voir ci-dessous). De quoi empoisonner la campagne.

Juste avant l'épisode Bartolone hier, il y a eu la saisine lundi soir, par le candidat PS, du préfet de Seine-et-Marne afin de lui demander de « mettre en place un système de contrôle sur l'ensemble des communes du département ». Cette demande fait suite à la découverte de 4 000 tracts de Valérie Pécresse, la candidate des Républicains (LR), entreposés à l'encontre des règles en vigueur dans la petite mairie de Lizy-sur-Ourcq. Et Luc Carvounas, directeur de campagne de Bartolone, de laisser planer dans son courrier (lire déchiré) l'ombre de la fraude et « l'existence d'un système organisé à l'échelle plus large de la circonscription [...], voire du département ». Reste que cette requête, rendue publique hier, a tout l'air d'un contre-feu allumé par l'équipe Bartolone qui, il est vrai, a connu un mardi noir. Outre l'enquête préliminaire dont il fait l'objet, le président de l'Assemblée nationale a reçu une missive acide de Christian Jacob, le président du groupe LR, sur le mélange des genres entre ses fonctions

à Lassay et sa casquette de candidat. Bref, c'est le Far West en Ile-de-France. A coups de plaintes et de petites phrases assassines.

Boules puantes sur les réseaux sociaux

« Quand la droite n'est pas capable de prendre le dessus politiquement, elle a recours à des méthodes de barbouzes », accuse Jean-Luc Porcédo, directeur de cabinet de Bartolone, qui dénonce « une campagne de calomnies ». Et cette enquête préliminaire est, selon François Kalfon, candidat PS en Seine-et-Marne, « une opération politique orchestrée par la droite ». Réponse du berger à la bergère : « M. Bartolone fait la campagne comme il sait la faire, c'est-à-dire en dessous de la ceinture. Au lieu de présenter un programme cohérent, il préfère taper sur Valérie Pécresse », rétorque sans ménagement un membre de l'équipe de campagne de la tête de liste LR. Et de soupçonner la gauche de créer un climat délétère propice au FN, afin d'affaiblir la droite. Pourtant, même le Front national ne peut se payer le luxe de renvoyer dos à dos « l'UMPS » : Wallerand de Saint-Just, sa tête de liste, est lui-même mis en examen dans le cadre d'une enquête sur le financement du FN.

Et que dire des boules puantes qui circulent sur les réseaux sociaux ?

Comme ces propos antimusulmans faussement attribués cet été à Valérie Pécresse et relayés par ses adversaires. « Les leaders de la campagne de Claude Bartolone et le FN s'en sont donnés à cœur joie », déplore l'entourage de la candidate. « C'est la guerre... » lâche carrément un très proche de Bartolone. La tension est d'autant plus forte qu'à deux mois du premier tour de lourdes incertitudes pèsent sur l'issue d'un scrutin crucial pour la droite comme pour la gauche, sortante. « D'un côté, le PS joue sa survie ; de l'autre, la droite ne pourra pas se targuer d'une vague bleue si Pécresse échoue », résume Aurélien Legrand, le directeur de campagne de Saint-Just, qui espère bien tirer les marrons du feu. En attendant, hier, dans les couloirs de l'Assemblée, c'est un autre candidat, Nicolas Dupont-Aignan, qui buvait du petit-lait : « C'est une campagne glauque, mais, moi, je veux des gens propres à la tête de l'Ile-de-France. » ■

« Il faut réorganiser le Grand Paris Express » - Le Parisien

ÉLECTIONS RÉGIONALES

« Il faut réorganiser le Grand Paris Express »

Nicolas Dupont-Aignan, tête de liste Debout la France

HIER APRÈS-MIDI, Nicolas Dupont-Aignan (DLF) est venu à la rencontre des commerçants de Champigny qui, sur le tracé du futur Grand Paris Express, dénoncent l'expropriation de leurs boutiques.

« On nous dit que nous allons être indemnisés mais personne ne nous tient au courant », déplorent les commerçants pour qui le futur métro vire au cauchemar. « Je voulais me rendre compte de la situation. Ce que je constate aujourd'hui

confirme ce que je pensais, relève Nicolas Dupont-Aignan. On part sur un projet pharaonique qui va être très en retard et qui ne répondra pas aux besoins des habitants. »

Et le leader de Debout la France, candidat aux élections régionales, d'insister : « Je ne suis pas contre le Grand Paris Express, il faut juste le réorganiser. Il aurait fallu privilégier des transports légers comme les bus en site propre, le tramway, qui est vingt fois moins cher que ce métro. Il aurait pu être mis en service dans cinq ans, se serait parfaitement intégré au tissu urbain et aurait permis aux habitants d'avoir



Champigny, hier. Nicolas Dupont-Aignan est allé à la rencontre des commerçants dont les boutiques bordent l'avenue Roger-Salengro, où a débuté le chantier du supermétro. (LP/F.H.)

des arrêts près de chez eux. » Avantage supplémentaire pour celui qui se veut le défenseur des usagers : « En remplaçant ce grand métro pharaonique par un tram, on pourra utiliser l'argent économisé pour moderniser les transports déjà existants qui souffrent de délabrement ». Et Nicolas Dupont-Aignan de conclure : « C'est comme si vous aviez une fuite dans le toit de votre maison, et que vous construisiez à côté un château. Vous n'aurez pas les moyens de finir le château... et votre toit fuira toujours ! On ne peut pas tout faire en même temps ».

FABIENNE HUGER

« 410 chauffeurs seront embauchés pour conduire les bus de la RATP » - Le Parisien

■ L'INFO DU JOUR

410 chauffeurs seront embauchés pour conduire les bus de la RATP

LE PROGRAMME DU CONSEIL d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif), le dernier avant les élections régionales, était particulièrement chargé hier avec l'adoption des contrats pluriannuels avec la RATP et la SNCF. Parmi les mesures actées à cette occasion, une bonne nouvelle pour l'emploi en Ile-de-France.

Le Stif a en effet décidé de donner son feu vert à l'embauche de 410 machinistes. De nouveaux personnels destinés à conduire les bus de la RATP sur les 40 lignes présentant le plus de difficultés. Des lignes qui seront encore renforcées.

Il y a quinze jours, lors de la signature du nouveau contrat liant la Régie au Stif, la RATP annonçait déjà fièrement l'embauche de 360 per-

Ces postes seront créés au cours des quatre prochaines années. Ils seront déployés sur l'ensemble du réseau

sonnes, dont 160 chauffeurs de bus destinés à renforcer ces quarante lignes, dès le début de l'année prochaine. Hier, ce sont donc 250 nouvelles embauches de chauffeurs qui ont été avalisées. A la grande satisfaction des élus du Front de gauche qui réclamaient des postes supplé-

mentaires avant de donner leur accord au contrat pluriannuel.

Ces 410 postes de machinistes au total seront créés au cours des quatre prochaines années et ces futurs chauffeurs de bus auront vocation à être déployés sur l'ensemble du réseau, lui-même amené à croître dans les prochaines années, par le biais notamment du « plan renfort bus », initié en 2013 et qui devrait être poursuivi après les élections.

GRÉGORY PLESSE



Les nouveaux agents seront destinés notamment aux 40 lignes qui présentent le plus de difficultés. Celles-ci seront ainsi renforcées. (L.P./V.M.)

« Une vaste concertation sur le RER D programmée » - Le Parisien

Une vaste concertation sur le RER D programmée

Les nouveaux contrats passés hier entre le Syndicat des transports d'Ile-de-France (Stif) et la SNCF d'une part et la RATP d'autre part représentent un engagement de près de 20 Mds€. En voici quelques points essentiels.

■ **RER D : la parole aux usagers.** L'an prochain, une concertation sur le RER D — sans conteste la ligne la plus « malade » du réseau, au grand dam de ses 600 000 voyageurs quotidiens — va être lancée. Au cours de celle-ci, les usagers,

et notamment l'association Sadur, auront leur mot à dire. C'est une première pour une ligne de transports en commun.

■ **Quatre nouvelles gares modernisées.** Le Stif valide les programmes de modernisation des gares des RER C et A de Bussy (77), Vincennes, Ivry (94) et Gennevilliers (92) pour près de 40 M€. Objectif : améliorer le fonctionnement de ces gares et donc le confort des voyageurs pendant leurs déplacements.

■ **450 bus propres commandés.** Une nouvelle

convention de financement a été votée, permettant l'achat de 450 nouveaux bus « propres », hybrides ou fonctionnant au gaz naturel pour un montant de 198 M€.

■ **Les policiers au tarif unique.** Le Stif a également fixé le tarif de la « carte de circulation police », qui permet aux forces de l'ordre de se déplacer en transports en commun, à 770 € par an, soit le même prix que le passe Navigo à tarif unique.

Politique nationale

« Morano privée de son investiture aux régionales, la droite divisée » - Le Figaro

Nicolas Sarkozy a prévu d'aller en Meurthe-et-Moselle expliquer le remplacement de la tête de liste Les Républicains pour les régionales.

L'éviction de Nadine Morano de la tête de liste en Meurthe-et-Moselle pour les régionales a été votée mercredi soir par la commission nationale d'investiture des Républicains à l'unanimité, moins les absentions de Jean-François Copé, de Michèle Alliot-Marie et de Michel Terrot. L'ancienne ministre s'est refusée jusqu'au bout à écrire [la lettre de regrets qu'avait exigée Nicolas Sarkozy](#). C'est l'ex-députée du département Valérie Debord qui la remplacera en passant de la troisième à la première place sur la liste. Il aura fallu onze jours pour que la droite s'extrait d'une affaire qui laissera des traces au sein du parti.

La lettre de Philippe Richert a mis fin au suspense avant même que la commission des investitures se réunisse. Tête de liste en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, le président sortant de la région Alsace est venu remettre une lettre en mains propres à Nicolas Sarkozy mercredi matin, avec les têtes de liste départementales. Elle disait que tous les signataires démissionneraient si Nadine Morano était confirmée en Meurthe-et-Moselle. Qu'elle s'excuse ou pas. Le président des Républicains l'a expliqué l'après-midi aux membres de la commission exécutive du parti, en leur annonçant sa décision: «Je ne proposerai pas la candidature de Nadine Morano. La France n'est pas une race. Si certains le pensent, ils se sont trompés de parti.»

«Chacun me connaît, je ne suis pas adepte de la pensée unique. Mais il ne faut pas remplacer la pensée unique par la pensée fausse. Et quand je dis "pensée"..."»

Nicolas Sarkozy

L'ex-chef de l'État estime avoir agi au mieux des intérêts de la droite. «Chacun me connaît, je ne suis pas adepte de la pensée unique, confie-t-il. Mais il ne faut pas remplacer la pensée unique par la pensée fausse. Et quand je dis "pensée"..."» Pour Sarkozy, la faute est d'autant moins pardonnable qu'elle «risque de dissuader des électeurs de gauche» de voter pour les Républicains «en cas de duel avec le FN au second tour des régionales». Il admet que l'éviction de Morano crée du trouble mais préfère affronter une «crise passagère et investir à long terme». «Il y avait une demande d'autorité dans le parti, assure-t-il. J'ai agi. Les gens m'en sont reconnaissants. J'irai en Meurthe-et-Moselle expliquer ma décision.»

Dans le parti, la base se rebiffe contre le traitement réservé à Nadine Morano

La pédagogie risque d'être moins facile que Nicolas Sarkozy semble le penser. Et pas seulement dans le département de l'ancienne ministre. Dans le parti, la base se rebiffe contre le traitement réservé à Nadine Morano et les parlementaires rentrés de leur circonscription depuis lundi sont consternés. «Mes électeurs m'en parlent tous les jours, assure Philippe Vitel, député du Var. Ils me demandent ce

que Morano a fait de mal en disant, comme de Gaulle, que la France est un pays de race blanche et franchement, je ne sais pas quoi leur répondre.» Pierre Morel-à-L'Huissier (Lozère) applaudit la ténacité de l'ex-ministre: «Elle persiste et signe, et c'est tout à son honneur. Moi, si j'avais été membre de la CNI, je me serais abstenu.» «Sa sortie était malheureuse, mais elle ne méritait pas qu'on lui enlève sa tête de liste. Je ne supporte pas le lynchage!, s'indigne Arlette Grosskost (Haut-Rhin). Et les félicitations de Valls à la réaction de Sarkozy, aux questions au gouvernement, c'était le pompon!»

«L'autre jour, j'étais avec des artisans à Mulhouse, ils sont furieux. Beaucoup d'entre eux envisageaient déjà de voter FN, cette affaire ne va rien arranger»

Arlette Grosskost, députée du Haut-Rhin

Pour la députée alsacienne, «Morano est un pur produit sarkozyste, elle applique la stratégie de Sarkozy pour récupérer le vote d'extrême droite. Là on fait le contraire. L'autre jour, j'étais avec des artisans à Mulhouse, ils sont furieux. Beaucoup d'entre eux envisageaient déjà de voter FN, cette affaire ne va rien arranger». «Moi je suis président de la fédération du Pas-de-Calais, je n'ai reçu qu'un message de protestation, jure Daniel Fasquelle, par ailleurs trésorier du parti. Morano fait l'objet d'un acharnement médiatique. C'est normal que des gens aient envie de voler à son secours, mais ils ne sont pas majoritaires.» «Beaucoup de militants demandent aussi des sanctions contre Morano», assure un cadre de la rue de Vaugirard, en rappelant qu'une pétition a été lancée sur Internet la semaine dernière pour exiger la «suspension» de l'ex-ministre et sa démission du Parlement européen. Elle a regroupé plus de 80 000 signataires, mais l'initiative de cette pétition revient à un jeune militant centriste de l'UDI, pas de LR.

Hors micro, l'équipe rapprochée du président reconnaît l'impact de l'affaire chez des militants de droite, majoritairement sarkozystes. «C'est partout pareil», se désole-t-on rue de Vaugirard au récit [des réunions militantes qui tournent au plébiscite pour Nadine Morano](#). Mais malgré les courriers, les appels de militants ulcérés, les retours de cartes, on veut croire que le plus dur est passé.

Fillon dénonce un «procès en sorcellerie»

Qu'en pensent Alain Juppé, François Fillon, Bruno Le Maire ou, encore, Xavier Bertrand? Les deux anciens premiers ministres ont refusé de jouer les «coupeurs de tête», Fillon dénonçant même «un procès en sorcellerie», mercredi sur France 5. L'ancien ministre de l'Agriculture et la tête de liste en Nord-Pas-de-Calais-Picardie étaient pour que l'investiture lui soit retirée. Aucun des quatre n'a voulu participer à la mêlée, où il n'y avait que des coups à prendre. Seul Jean-Pierre Raffarin a tenté jusqu'au bout de réconcilier toutes les parties en conflit. Sans succès.

Un parlementaire aguerri estime le parti «au bord de la rupture». Selon lui, «la guerre Copé-Fillon, c'était grave, mais au final, ce n'était qu'une bataille d'ambitions. Là c'est notre cohésion qui est attaquée par une série de contradictions dont l'affaire Morano n'est que le dernier avatar. On ne peut pas expliquer devant les militants que Bayrou, c'est pire que Hollande et signer à Paris des accords électoraux avec le MoDem. Dire que l'Europe est plus un problème qu'une solution et offrir

aux UDI un tiers des places sur les listes. Soutenir que Marine Le Pen n'a aucune solution et tenir un discours outrancier dans les meetings. Quand on alterne coup de barre au centre et coup de barre à droite, même les plus grands navires finissent par céder».

« Le conflit chez Air France prend une tournure politique » - Le Monde

Le conflit chez Air France prend une tournure politique

Valls assure la direction de son soutien. Sarkozy parle de « chienlit »

D'abord, un conflit social qui s'enlise, puis une étincelle qui fait dégénérer l'affaire et, enfin, l'emballlement politique. Mardi 6 octobre, au lendemain de l'agression de deux dirigeants d'Air France en marge d'un comité central d'entreprise, la crise qui secoue la compagnie aérienne s'est imposée sur le terrain politique.

Manuel Valls et Nicolas Sarkozy ont donné le ton du débat au même moment, mardi matin. A peine revenu du Japon, le premier ministre s'est rendu au siège social de la compagnie à Roissy-en-France (Val-d'Oise). Avec un seul message : son soutien total à la direction et la condamnation absolue des violences commises la veille. Le chef du gouvernement, en baisse dans les sondages et sur un faux plat politique depuis quelques semaines, a retrouvé le ton martial qui a fait sa popularité. Devant les représentants d'Air France puis devant les députés, il a dénoncé des « agissements de

voyous » et un « acte évidemment intolérable ». « La justice devra identifier ceux qui se sont livrés à cette violence inqualifiable. La violence est inadmissible dans notre société. Elle doit être condamnée et il faudra des sanctions lourdes à l'égard de ceux qui se sont livrés à de tels actes. »

« Délitement de l'Etat »

Cette fermeté affichée n'a pas satisfait le président du parti des Républicains. Empêtré dans l'affaire Morano, M. Sarkozy a saisi l'occasion pour se retourner contre le gouvernement, en dénonçant la « chienlit » et le « délitement de l'Etat ». « On n'est pas en 1793. On ne peut pas accepter que deux dirigeants soient au bord de se faire lyncher par des hommes en tenue de syndicaliste, avec des syndicats qui ont pignon sur rue et qui ont tous appelé à voter pour Hollande en 2012 », a-t-il déclaré lors de la réunion du groupe parlementaire de droite, mardi. Dans son sillage, les élus d'opposition ont poursuivi l'offensive avec les mêmes termes,

lors des questions au gouvernement, provoquant l'ire du premier ministre. « La remise en cause permanente des corps intermédiaires, des syndicats, de l'indépendance de la justice et de ce qui fonde la démocratie, par ce mot de « chienlit » est dangereuse », leur a répondu M. Valls.

A droite comme à gauche, c'est aussi le fond du dossier qui inquiète les élus, comme le centriste Bertrand Pancher (Meuse) qui estime ne pas avoir eu de réponse à sa question au gouvernement sur le « programme d'accompagnement » des salariés d'Air France. Le

matin même, M. Valls n'a pas eu un mot sur les 2 900 suppressions de postes envisagées par la direction. Et, devant les députés, il a estimé qu'il « appartenait aux pilotes d'Air France de faire preuve de lucidité » et de « participer à la recherche de la solution pour l'avenir d'Air France ».

« Mort sociale »

Chez les socialistes, certains ne manquent pas de rappeler que l'Etat est actionnaire à hauteur de 17 % et attendent du gouvernement qu'il s'implique davantage, à l'instar d'Arnaud Leroy, député des Français de l'étranger. « L'Etat ne peut pas avoir comme seul discours celui de la culpabilisation des salariés », appuie son collègue Pascal Cherkil. Pour « jouer l'apaisement », il suggère que le PDG d'Air France, qui gagnerait environ 600 000 euros brut par an, divise par trois son salaire. « Il lui resterait plus en net mensuel que ce que le président de la République gagne en brut », a calculé le député. Au PS

comme chez les écologistes, personne n'a cependant remis en cause le ton ferme de Manuel Valls.

Seul Jean-Luc Mélenchon a tranché avec l'unanimité et a souhaité dire : « merci » aux salariés d'Air France qui ont permis qu'on reparte du social dans notre pays ». « D'accord, il y a des images de violence, a-t-il convenu au micro de BFM-TV, mais il y a surtout une violence que l'on ne voit pas, c'est celle des gens qui sont condamnés à la mort sociale parce qu'ils n'ont plus leur emploi, qui sont traités comme des pions, des balayeurs de l'entreprise aux pilotes. » Le leader du Parti de gauche s'en est pris à M. Valls et à « ceux qui pointent du doigt la violence des salariés en niant celle faite aux salariés ». « Ils ne peuvent pas comprendre ce qui se passe et en sont réduits à des paroles aussi inacceptables et inqualifiables que celles du premier ministre qui se comporte comme un véritable garde-chiourme d'Air France ». ■

HELENE BEKMEZIAN
ET BASTIEN BONNEFOUS



Manuel Valls et Alexandre de Juniac, le PDG d'Air France, le 6 octobre, à Roissy. KENZO TRIBOUILLARD/AFIP

LE CONTEXTE

PLAN B

Après les 2 900 suppressions de postes d'ici à 2017 du « Plan B » annoncé lundi 5 octobre, 5 000 autres départs pourraient encore intervenir chez Air France, a révélé le *Canard enchaîné*, mercredi 7 octobre. Des documents reçus par erreur par des syndicalistes de la compagnie aérienne dévoilent que les « projections (de la direction d'Air France) tablent bien sur 8 000 départs à venir ». De son côté, la direction d'Air France « dément fermement » ces informations. Elle affirme également « ne pas avoir de plan caché ». Elle avait toutefois démenti, au printemps, un plan de 3 000 suppressions de postes finalement mis en place cet automne.

Le Monde
argent & placements & finansol

organisent la 6^{ème} édition des Grands Prix de la finance solidaire

« Les exclusifs » - L'Express

22 / Les Exclusifs Politique

Sarkozy-Juppé : la prochaine bataille

Pour Nicolas Sarkozy, l'affaire est entendue : les investitures pour les élections législatives de 2017 se décideront au printemps 2016. Aux journées parlementaires des Républicains, qui se sont tenues à Reims en septembre, le président du parti n'a pas perdu son temps : il a voulu convaincre les députés que ce calendrier était le bon – c'était le véritable objet de sa présence lors de ce rendez-vous, et il en est revenu persuadé qu'il parviendrait à ses fins. Alain Juppé ne l'entend pas ainsi et l'a fait savoir à Nicolas Sarkozy, lors de leur déjeuner en tête à tête, le 23 septembre. Pour le maire de Bordeaux, c'est le vainqueur de la primaire qui devra s'occuper de dessiner la future majorité présidentielle. Les investitures devraient donc être données à l'hiver 2016. « On voit bien pourquoi Sarkozy agit ainsi et on voit bien que cela n'a aucun sens, note un proche d'Alain Juppé. De toutes les manières, les sortants savent qu'ils seront réinvestis. Tout l'enjeu, ce sont les candidats qui devront remporter des circonscriptions aujourd'hui détenues par la gauche. Il faudra donc une vraie discussion au bureau politique sur le sujet. » • Eric Mandonnet

TIMING Printemps ou hiver 2016 ? Nicolas Sarkozy et Alain Juppé en désaccord sur la date des investitures pour les législatives.



Cluedo

Les proches de Nicolas Sarkozy ont cherché à identifier le responsable de la fuite sur le nombre d'adhérents aux Républicains (en légère baisse). Parmi les suspects : un ancien collaborateur d'Alain Juppé qui travaille aujourd'hui dans le parti ; un député membre de la direction et qui n'a pas encore choisi son camp. **E. M.**

Cazeneuve : l'inspiration Joxe

L'invitation est lancée : le 9 octobre, Bernard Cazeneuve célébrera le 30^e anniversaire du Raid, unité d'intervention de la police nationale, avec Pierre Joxe. Le ministre de l'Intérieur rencontre régulièrement son lointain prédécesseur pour des échanges de vues sur la sécurité. Nommé deux fois Place Beauvau sous Mitterrand (1984-1986 et 1988-1991), aujourd'hui avocat, Joxe a été le populaire promoteur de deux grandes réformes de la police : le plan de modernisation et le développement des moyens techniques et scientifiques d'enquête. **P. C.**

Grand Paris : pas gagné pour NKM

Alors qu'une candidature de Nathalie Kosciusko-Morizet est de plus en plus probable à la présidence de la métropole du Grand Paris, la bataille s'annonce acharnée au sein des Républicains. « Il faudrait que Nicolas Sarkozy mette tout son poids dans la balance, et, même avec ça, il n'est pas sûr qu'elle l'emporte », note un élu parisien de droite. Et d'énumérer trois défauts de NKM : les élus souhaitent un maire, ce qu'elle n'est pas ; ils ne veulent pas d'une machine de guerre anti-Hidalgo, pour préserver une relation consensuelle avec Paris, gros financeur de la métropole ; et ils redoutent son caractère. **A. L.**

N° 3353 / 7 octobre 2015

GROGNE Manuel Valls, indésirable au congrès des maires de France ? Pas pour François Baroin, mais...



Gouvernement non grata ?

En 2012, François Hollande s'était rendu au congrès des maires de France ; en 2013, ce fut Jean-Marc Ayrault, alors Premier ministre ; en 2014, son successeur, Manuel Valls. Qui viendra pour la 98^e édition, du 16 au 19 novembre ? Certains élus, y compris de gauche, souhaitent que l'Association des maires de France (AMF) n'invite aucun membre de l'exécutif, ce qui serait inédit. Son président, François Baroin, n'est pas favorable à cette solution extrême, mais va ouvrir une discussion au sein de l'AMF. Après la journée de manifestation du 19 septembre, qui a vu maires de droite et de gauche descendre dans la rue pour protester contre la baisse des dotations aux collectivités locales, il prévient : « Le gouvernement ne mesure pas ce qui est en train de se passer. » La pétition lancée auprès de la population devrait atteindre, selon Baroin, les 100 000 signatures d'ici le congrès. • E. M.

« Pas démocratique »

Dominique Reynié (photo), tête de liste des Républicains aux régionales en Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées, vient de mettre au point un baromètre pour mesurer le traitement médiatique des différents candidats par la presse appartenant à Jean-Michel Baylet, président du Parti radical de gauche. « En septembre, j'ai fait un meeting avec 600 personnes à Quint-Fonsegrives (Haute-Garonne) : il n'y a pas eu une seule ligne dans *La Dépêche du Midi*, se plaint le politologue. Je suis dans un système qui n'est pas démocratique. » E. M.



La chance de Copé

Jean-François Copé a déjeuné avec quelques sénateurs le 29 septembre, à l'initiative de Pierre Charon, élu (LR) de Paris. « S'il y a une ouverture [pour la primaire], je ne laisserai pas passer ma chance », a lancé l'ancien président de l'UMP. Commentaire d'un dirigeant des Républicains : « La manière dont il déverse sa bile contre Nicolas Sarkozy en privé est spectaculaire. » E. M.

Le flop de la loi Florange

Voulue par François Hollande, la loi Florange, qui oblige une entreprise fermant un site à trouver un repreneur, peine à s'appliquer. Très contraignante, elle impose à la société qui rachète de reprendre tous les salariés alors même que le site rencontre souvent des difficultés. « Au final, elle est contre-productive : il est plus compliqué qu'avant de trouver un repreneur. Je n'ai pas un cas Florange qui a pu aboutir », souligne Déborah David, avocate en droit social chez Jeantet et Associés. A. L.

Résolution

Xavier Bertrand veut rester en première ligne sur le sujet des migrants, central dans sa campagne pour les régionales en Nord-Pas-de-Calais - Picardie. Il présente un projet de résolution au Parlement pour instaurer un blocus maritime au large de la Libye et ainsi empêcher, espère-t-il, le départ de réfugiés vers l'Europe, et plus particulièrement le port de Calais. 82 députés et 34 sénateurs ont signé ce texte, qui, même s'il venait à être inscrit à l'ordre du jour dans les deux chambres, n'aurait aucune valeur contraignante. M. D.

Xavier Bertrand.



N° 3353 / 7 octobre 2015

24 / Les Exclusifs Politique

L'EXPRESS



LISTE NOIRE Bruno Le Roux, indésirable en Russie.

Toujours banni

Le président du groupe PS à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, reste toujours inscrit sur la liste noire des 89 personnalités européennes interdites de séjour en Russie – une mesure qui fait partie du plan de riposte de Moscou contre les sanctions qui la frappent. « C'est dommage : au moment où les relations entre les deux Parlements s'intensifiaient, cette décision nous a conduits à arrêter l'envoi de délégations dans ce pays », dit Le Roux, qui s'est récemment entretenu avec l'ambassadeur de Russie en France. Et le député de Seine-Saint-Denis, qui ne cache pas son envie d'entrer au gouvernement lors du prochain remaniement, d'ajouter sur un ton mi-amusé, mi-sérieux : « Je finirai par ne plus pouvoir remplacer Laurent Fabius au Quai d'Orsay ! » • **Marcelo Wesfreid**

Pantouflage précoce à l'ENA

Les anciens élèves de l'ENA passent de plus en plus tôt du public vers le privé, selon une étude (« L'ENA ou 70 ans de paradoxe ») de Luc Rouban, chercheur au Cevipof. Les énarques formés dans les années 1999-2000 pantouflent pour la première fois en moyenne au bout de huit ans de carrière, contre dix-neuf ans à la fin des années 1950. Des transferts facilités par la plus forte proportion d'énarques ayant suivi un cursus en économie ou en école de commerce. **A. L.**

Le FN écrit aux musulmans

Candidat aux élections régionales en Ile-de-France pour le Front national, Wallerand de Saint-Just (photo) enverra, en novembre, des tracts spécifiques, dans les zones urbaines sensibles, à destination des Français musulmans. Le texte s'articulera autour de deux idées : les musulmans



S. ANASTASIOU/AGF

sont des Français comme les autres ; le FN place la laïcité au-dessus de tout. **T. D.**

La sénatrice contre le ministre

La sénatrice EELV du Val-de-Marne, Esther Benbassa, exige des excuses de Bernard Cazeneuve. Le 16 septembre, lors d'un débat au Sénat sur l'accueil des réfugiés, elle a critiqué l'« incurie des pouvoirs publics » dans ce dossier. Dans sa réponse, le ministre de l'Intérieur a dénoncé les « approximations, amalgames, mensonges et postures » d'Esther Benbassa. Avant d'ironiser sur ceux qui « parlent aux caméras de surveillance de leur parking pour être sûrs de passer à la télévision ». Conviés, le 1^{er} octobre, par le sénateur maire PS d'Alfortville, Luc Carvounas, à une journée de la laïcité, les deux se sont salués. Mais l'organisateur avait pris soin de ne pas les asseoir côte à côte au premier rang. **T. Du.**

Marianne

Marianne accueille, Marianne éduque, Marianne protège, etc. : tel sera le découpage du prochain livre de Lydia Guirous, porte-parole des Républicains et auteur de *Allah est grand, la République aussi* (Lattès). **C. B.**



P. ROSSIGNOL/REUTERS

Bravo !

Brice Hortefeux, qui a pris un petit déjeuner avec Serge Dassault (photo), l'a félicité : « Enfin quelqu'un qui sait préparer sa succession ! C'est si rare en politique... » Devant la surprise de son interlocuteur, l'ancien ministre de l'Intérieur a précisé : « Jean-Pierre Bechter [l'homme de confiance de l'industriel a démissionné du conseil départemental de l'Essonne] s'en va et tu le remplaces ! » Dassault est âgé de 90 ans. Bechter lui avait succédé à la mairie de Corbeil-Essonnes. **E. M.**

Revue de presse : Jeudi 8 octobre 2015

« Grèves et manifestations ce jeudi pour l'emploi et les salaires » - Le Figaro

Plusieurs syndicats et organisations de jeunes appellent à une grande journée syndicale ce jeudi. Ils réclament des hausses de salaires et la défense de l'emploi.

Les revendications n'ont rien d'inédit. «Le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social» et «les politiques pour l'emploi se traduisent trop souvent par des mesures de régression sociale», estiment dans leur appel la CGT, FSU, Solidaires, ainsi que deux organisations de jeunesse, l'Unef et l'Unel qui se sont jointes au mouvement.

«Les deux premières préoccupations des salariés sont la stagnation des salaires depuis des années et la dégradation du chômage sans que se dessine une perspective positive», a indiqué mercredi Eric Beynel, l'un des porte-parole de Solidaires.

A Paris, la manifestation partira à 14H00 de la République en direction de la Nation.

Les salariés d'Air France tenteront une nouvelle fois de se faire entendre

Des appels à la grève ont été lancés pour permettre aux salariés de rejoindre les manifestations, notamment à la SNCF par la CGT cheminots et SUD-Rail. Mais le trafic sera «très très peu perturbé», selon un porte-parole du groupe ferroviaire. Les trains circuleront normalement sur les grandes lignes et en Ile-de-France. En revanche, le service sera «légèrement perturbé» en région, avec 8 TER sur 10 prévus.

Les salariés d'Air France formeront leur propre cortège, dans un contexte très tendu après les violences survenues lundi suite à l'annonce d'une possible suppression de 2.900 postes à la compagnie aérienne.

Certaines fédérations de Force ouvrière ont rallié le mouvement notamment à Paris. Des manifestations et des rassemblements sont également prévus en région. «L'exaspération et la colère montent et les syndicats ne sont pas là pour jouer les pompiers de service», a prévenu le numéro un de la CGT, Philippe Martinez, qui défilera à Saint-Etienne. «Il faut que les gens se mobilisent mais on connaît les difficultés car il y a la pression quand on fait grève», a-t-il reconnu mercredi sur France info.

Les dernières mobilisations syndicales n'avaient pas fait le plein. L'appel de la CGT le 23 septembre pour défendre les libertés syndicales avait rassemblé un millier de personnes à Paris et la journée d'action CGT du 25 juin pour des hausses de salaires 3.000 personnes.

Jean-Claude Mailly, leader de Force ouvrière, qui avait participé à la mobilisation unitaire du 9 avril dernier, a refusé cette fois de rallier le mouvement. «Les mobilisations au niveau interprofessionnel sont aujourd'hui compliquées» et «si elles ne marchent pas, c'est contre-productif», a-t-il prévenu.

Revue de presse : Jeudi 8 octobre 2015

« Les impôts vont augmenter pour les familles gagnant plus de 50.000 euros par an » - Le Figaro

La politique fiscale du gouvernement a été particulièrement clivante. La césure s'effectue à 50.000 euros de revenus annuels pour un foyer. Au-delà, les hausses d'impôts ont été fortes.

Après les hausses d'impôts massives décidées depuis 2012, et à l'approche de la présidentielle de 2017, le gouvernement cherche à restituer aux ménages modestes et moyens les efforts qu'ils ont fournis. Amplifiant le geste de 2014, l'exécutif a supprimé la première tranche de l'impôt sur le revenu (à 5,5 %) cette année pour 3,2 milliards d'euros, et prévu une nouvelle réduction de 2,1 milliards l'an prochain, via le mécanisme de la décote. Les classes moyennes supérieures - pour l'essentiel - et aisées ne bénéficient en revanche d'aucune générosité.

Ce panorama apparaît très clairement dans un document distribué mercredi par Valérie Rabault, la rapporteure générale du budget à l'Assemblée nationale. Ainsi, au-delà de 50.000 euros de revenus nets annuels - soit 4 166 euros par mois -, un couple marié avec deux enfants, sans complémentaire santé via l'entreprise, paiera plus d'impôt sur le revenu (IR) en 2016 qu'en 2012, calcule la députée PS. Sa facture se sera alourdie de 159 euros en quatre ans. La note grimpe à 2443 euros pour les ménages gagnant 100.000 euros par an, soit 8333 euros à deux par mois. Enfin, la feuille d'impôt s'alourdira de 4920 euros sur la même période pour un foyer percevant 200.000 euros. À l'autre bout du spectre, un foyer touchant 35.000 euros paiera 684 euros de moins.

Mais si, comme la plus grande partie des salariés du privé, ce ménage est concerné par la fiscalisation de la part employeur de la complémentaire santé, c'est au-dessus de 47.000 euros de revenu annuel - soit 3916 euros de revenus mensuels à deux - qu'il verra la note fiscale s'alourdir entre 2012 et 2016.

Enfin, un retraité ayant eu au moins trois enfants, et non impacté par la suppression de la demi-part fiscale des veufs, ne sera gagnant qu'en deçà de 19.000 euros de revenus annuels. Pour un montant de 20.000 euros - soit l'équivalent d'un revenu mensuel par personne de 1 666 euros nets -, il paiera 170 euros d'IR de plus en 2016 qu'en 2012. Ces résultats sont plutôt logiques. Un précédent rapport de Valérie Rabault avait déjà souligné que les hausses d'impôts de 2013 et 2014 affectant l'IR de 2014 avaient été réglées à 75 % par 10 % des foyers les plus riches. Ces derniers ont été frappés de plein fouet par la baisse du plafond du quotient familial, la

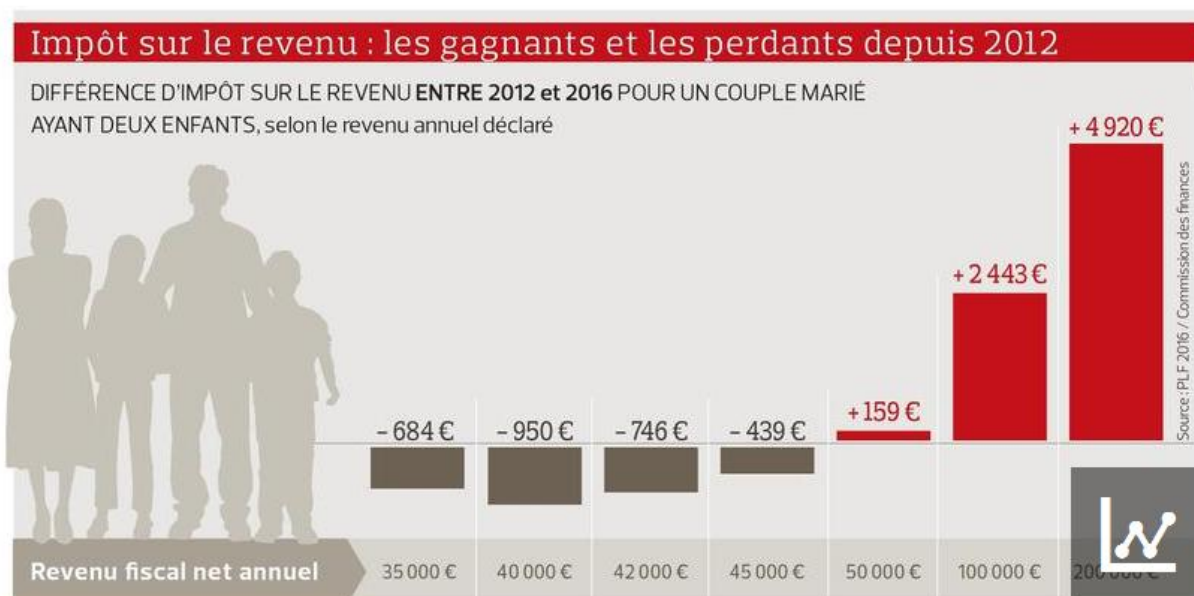
Le gouvernement a encore accentué la concentration de la fiscalité

Fiscalisation de la complémentaire santé, l'alignement de la taxation du capital sur celle du travail et, pour les plus aisés, par la création d'une tranche à 45 %.

Du côté des allègements, 12 millions de foyers sur les 18 millions qui paient l'IR - soit les deux tiers - seront concernés par les baisses d'impôts de 2014 à 2016, martèle Bercy. Mais avec ces baisses d'impôts ciblées sur les ménages modestes et les classes moyennes, le gouvernement a encore accentué la concentration de la fiscalité. Déjà en 2012, 10 % des foyers seulement s'acquittaient de 70 % de la facture d'IR.

Revue de presse : Jeudi 8 octobre 2015

Parallèlement, alors que l'exécutif envisage de rapprocher la taxation sur le gazole de celle sur l'essence, le document note qu'entre 2012 et 2015, les impôts «écologiques» ont grimpé de 6,5 milliards, pour atteindre 63,8 milliards. La facture devrait continuer à augmenter, ne serait-ce qu'avec la montée en puissance de la «taxe carbone».



« Laurent Fabius lève 1 milliard d'euros pour le tourisme » - Le Figaro

Ces fonds financeront la construction d'hôtels et d'infrastructures. Le ministre des Affaires étrangères et du Développement international veut que la France soit en mesure d'accueillir 100 millions de touristes en 2020.

Laurent Fabius enfile sa tenue de combat pour garantir le prestige de la France et sa place de première destination touristique au monde pour les vingt prochaines années. Le ministre des Affaires étrangères et du Développement international a trouvé 1 milliard d'euros pour financer l'adaptation d'un secteur en mal d'investissement. Conscient que le tourisme est une clé pour redresser la croissance, il veut que la France soit en mesure d'accueillir 100 millions de touristes en 2020 (84 millions l'an passé) et de les faire rester et dépenser.

«Le tourisme français est un trésor national. Il représente 7,5 % de notre richesse, près de deux millions d'emplois non délocalisables et une dizaine de milliards d'euros en positif pour notre solde commercial chaque année, assure Laurent Fabius. C'est aussi un formidable vecteur de rayonnement pour notre pays. N'oublions jamais qu'un touriste satisfait est un de nos meilleurs ambassadeurs dans le monde. Ce trésor, nous devons le protéger et le développer. Pour cela, il était essentiel et urgent de mettre en place une politique volontariste pour la promotion de notre tourisme.»

Installation de bornes Wi-Fi

La Caisse des dépôts et consignations (CDC), qui a confié une mission à Dominique Marcel, PDG de la Compagnie des Alpes, sera au cœur du dispositif. Elle constituera un fonds de 500 millions d'euros destiné à investir dans des projets de construction et de rénovation d'hôtels. Elle apporte 150 millions et lèvera le reste auprès de partenaires institutionnels. La priorité est d'investir sur le littoral, à la montagne, dans les croisières fluviales et dans l'œnotourisme.

La CDC a par ailleurs dégagé une enveloppe de 400 millions d'euros afin de financer des infrastructures et équipements touristiques: accotements pour des ports de tourisme fluvial, bornes Wi-Fi, espaces de loisirs, parcs des expositions... Des fonds prélevés sur ceux de la Direction des investissements et de développement local (DIDL), qui n'investissait pas, jusqu'ici, dans des projets touristiques. Dernier étage de la fusée, Bpifrance promet d'investir 100 millions d'euros pour financer le développement d'entreprises innovantes de tourisme.

En plus de cette aide à l'investissement en amont de la filière, Laurent Fabius a lancé trois chantiers en aval: le numérique, la formation et l'accueil. Le site Internet rendezvousenfrance.com, portail touristique géré par Atout France, est rebaptisé france.fr, une adresse jusqu'ici détenue par les services du premier ministre, mais inexploitée. De quoi optimiser le référencement du site sur Google et en décupler l'audience. Atout France lancera un appel d'offres pour le développement et la maintenance du site, un projet financé par les recettes des visas.

Autre chantier, la chambre de commerce de Paris (CCIP) constituera une conférence des formations d'excellence du tourisme afin d'attirer les meilleurs étudiants français et étrangers, avec l'espoir qu'ils restent travailler dans l'Hexagone pour accueillir leurs compatriotes. Elle lancera aussi un appel d'offres pour identifier la grande école qui accueillera la future chaire de recherche d'enseignement supérieur dans le tourisme.

Revue de presse : Jeudi 8 octobre 2015

Après la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et les pays du Golfe, la Turquie, l'Indonésie et Singapour bénéficieront d'ici à la fin de décembre de la délivrance de visas touristiques en moins de 48 heures. «40 % des visas de court séjour sont délivrés en 48 heures, et l'objectif est de porter ce chiffre à 50 % en 2020», confie l'entourage du ministre. Enfin, Atout France lancera une campagne de pub à l'occasion de l'Euro 2016. Objectif: souhaiter la bienvenue aux touristes et encourager les Français à être accueillants. Vaste programme!

« Air France : la liste des suspects de violence directe s'allonge » - Le Figaro

La Police a retracé les responsabilités des plusieurs auteurs présumés. Une petite dizaine se serait livré à des violences directes. De nouvelles vidéos sont récupérées auprès des chaînes de télévision et du personnel de la compagnie.

L'enquête sur les violences à [Air France](#), lundi, à Roissy, progresse à pas de géant. Alors que la radio RTL révélait ce mercredi qu'une vingtaine de suspects ont déjà été identifiés, dont une dizaine de syndicalistes, il apparaît que plus de trois membres du personnel de la compagnie se sont livrés à des violences physiques contre des membres de la direction. «Nous en avons identifié une petite dizaine, mais encore faut-il les confondre par des images incontestables et par les témoignages», confie au Figaro un fonctionnaire placé au cœur de l'enquête.

La Police aux frontières (PAF), saisie de l'enquête par le parquet de Bobigny, est actuellement en train de récupérer davantage de vidéos que celles circulant sur Internet ou sur les chaînes d'information depuis lundi. Les chaînes de télévision présentes sur place sont sollicitées pour donner les «rushes» des reportages réalisés sur le vif. Le personnel de la compagnie a aussi beaucoup filmé avec ses téléphones mobiles. Des séquences vidéo précieuses pour retrouver les auteurs, mais aussi les témoins des coups portés.

Une hôtesse a détourné l'axe d'une caméra

Il y a aussi l'enquête sur les comportements qui ont facilité l'intrusion sur le site. Au-delà des membres des services de la maintenance des avions et des installation d'Air France, deux pilotes et une hôtesse auront des comptes à rendre. Les deux pilotes sont suspectés d'avoir facilité l'accès aux manifestants, en ouvrant les portes avec leurs badges. «L'hôtesse suspectée n'a pas recouvert une caméra avec son voile, comme cela pu être écrit, mais elle a détourné volontairement une caméra de surveillance de son axe, pensant que cela empêcherait la sécurité d'identifier les intrus, le jour du comité d'entreprise qui a dégénéré», confie une source proche du dossier.

Par ailleurs, la police a pu retracer l'itinéraire d'une cinquantaine de manifestants parmi les plus excités qui sont rentrés par les sous-sols, après avoir cassé le portail du quai de livraison des fournitures du siège d'Air France. Un bâtiment immense, qui comprend pas moins de 50 entrées différentes pour 140.000 M2 de bureau.

Une explication se fait jour également sur la présence des CRS derrière les grilles du siège et non là où se déroulaient les échauffourées. Les 120 membres des forces mobiles présents protégeaient les locaux de la police nationale, juste derrière, mais aussi les accès des personnels navigants aux navettes qui les conduisent aux avions. Il fallait éviter que le conflit ne paralyse les vols et donc une partie de l'exploitation de l'aéroport.

« Bataille de lobbies sur la l'application de la loi Macron » - Le Monde

Bataille de lobbies sur l'application de la loi Macron

Une mission parlementaire a été créée, mardi 6 octobre, pour assurer le suivi de l'application de la loi « croissance et activité ». Pres de deux mois après sa promulgation, seuls 4 décrets sur 95 ont été publiés

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

La mission de suivi de l'application de la loi Macron, présidée par Richard Ferrand, le député socialiste du Finistère qui était rapporteur général du texte lors du débat parlementaire, comprendra vingt-quatre membres, de la majorité et de l'opposition, dont les rapporteurs thématiques.

« Cette mission veillera à ce que personne ne traîne les pieds. Elle exercera une vigilance active, indique M. Ferrand. Elle a pour objet d'aider l'exécutif à faire en sorte que ce que nous avons voté se fasse, de s'assurer qu'on ne perde pas de temps et de veiller à ce que, dans les décrets et les ordonnances, l'intention du législateur soit respectée. Je ne voudrais pas qu'il y ait des déviations au moment de la mise en application des dispositions législatives. »

Le propos résume les sourdes luttes d'influence entre les ministères concernés par la rédaction des textes d'application. Les ministères qui, pendant la discussion parlementaire, avaient été mis sur la touche quand M. Macron occupait, seul, le devant de la scène, tentent à présent de reprendre la main. « On retrouve les mêmes sujets de débat ou de désaccords qu'il y avait au moment de la discussion au Parlement, reconnaît une source gouvernementale. Les réticences des uns et des autres ne doivent pas pour autant être un frein à la mise en œuvre. »

Freins et blocages

« On entre dans une phase que le politique a parfois trop négligée, plus perméable au travail des lobbies. Le ministre s'impliquera personnellement s'il y a des freins ou des blocages. Cela fait partie de l'efficacité de la réforme », assure l'entourage de M. Macron. La mise en place de la mission parlementaire s'inscrit dans cette stratégie visant à mobiliser tous les leviers pour faire sauter les résistances. « L'entourage rechignait sur le permis de conduire, les transports rech-

« Cette mission veillera à ce que personne ne traîne les pieds. Elle exercera une vigilance active »

RICHARD FERRAND
président (PS) de la mission de suivi de l'application de la loi Macron

gnait sur les cars, la justice rechignait sur les professions réglementées et ils avaient un sentiment de dépression. Je ne crains pas des blocages mais je crains des lenteurs, euphémise M. Ferrand. Il faut faire en sorte que tout le monde aille dans le même sens et évite les effets de bord désagréables. »

Transmis au Conseil d'Etat

La mise au point des tarifs des professions réglementées du droit, par exemple, prend du temps. Le ministère de la justice refuse l'idée selon laquelle il trahirait des pieds. « Notre préoccupation est de faire en sorte que les textes d'application soient publiés le plus rapidement possible car à partir du 1^{er} février 2016, les nouvelles grilles tarifaires pour les professions juridiques réglementées doivent entrer en vigueur, indique l'entourage de la garde des sceaux. En outre, il est important de lever les incertitudes qui prévalent actuellement dans le monde notarial, du fait même de la non-parution des décrets et arrêtés, car de nombreux professionnels reportent leur projet d'achat ou de vente d'office. »

Le président du Conseil supérieur du notariat (CSN), M^{re} Pierre-Luc Vogel, souhaite, pour sa part, que la totalité des textes réglementaires lui soit transmise sans tarder de manière à connaître « notre nouveau tarif ». « Pour l'instant, nous n'avons aucune visibilité sur notre nouvelle économie notariale, déplore-t-il. Cela crée

une grande inquiétude, en particulier chez les jeunes qui allaient commencer leur activité et chez les collaborateurs employés dans nos études. Si la mission parlementaire de suivi peut contribuer à accélérer le processus de révélation des textes, nous sommes preneurs. »

S'agissant des professions réglementées, le ministère de l'économie se charge de mettre au point le décret sur les tarifs. C'est la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) qui tient la plume. Un projet de texte, long de 80 pages, a été récemment transmis à l'Autorité de la concurrence et au Conseil d'Etat.

Il recèle plusieurs dispositions illégales aux yeux du CSN, qui a tenu à le faire savoir dans une « lettre d'observations » envoyée aux magistrats du Palais-Royal. Sur la base de ce décret, dit de la « méthode », seront ensuite pris des arrêtés définissant les nouveaux tarifs. La chancellerie, de son côté, élabore les textes relatifs à l'installation des professionnels. L'Autorité de la concurrence proposera une carte qui délimite les zones où les professionnels peuvent s'installer librement et celles qui sont, au contraire, « fermées » ou « semi-fermées ».

« La machine est lancée »

Pour l'heure, seuls deux grands volets de la loi « croissance et activité » ont été concrétisés : l'ouverture des liaisons interurbaines par autocar et l'extension du travail du dimanche, dont le décret sur les zones touristiques internationales (ZTI) a été publié le 24 septembre. « C'est quand même rarissime qu'on aille aussi vite », insiste le ministère de l'économie. Toutefois, pour l'ouverture dominicale des commerces dans ces zones, les négociations entre partenaires sociaux, qui devaient être conclues fin octobre, pourraient prendre beaucoup plus de temps que prévu.

« La machine est lancée sur tous les thèmes », assure le ministère



Manifestation d'auto-écoles de l'est de la France contre la loi Macron, le 9 février, à Nancy.

MATHEU CUGNON/EP3

Une première vague de décrets devrait être publiée au milieu de l'automne, puis une deuxième à la fin de l'année

de l'économie. Avant la fin du mois d'octobre, le décret libéralisant la publicité dans les grands stades devrait être publié ; un enjeu financier important avant l'Euro 2016 de football et une manne attendue pour accompagner l'effort financier des collectivités territoriales. Une première vague, incluant les accords de protection de l'emploi et la facilitation du passage du permis de conduire devrait être publiée au milieu de l'automne. « Les décrets sont en cours d'examen, les premiers postiers autorisés à faire passer les épreuves du permis vont entrer de manière incessante à l'école des examinateurs », indique le cabinet de M. Macron.

Viendra ensuite une deuxième vague de décrets, dont l'objectif est qu'ils soient publiés à la fin de l'année. Ils concernent notamment la régulation des tarifs auto-

rouitaires, les professions réglementées, le développement du logement intermédiaire, le financement de l'économie, avec les dispositifs portant sur la mobilité bancaire, le crédit interentreprise ou l'épargne salariale, actuellement en consultation, ainsi que les tribunaux de commerce.

« Autant de sujets sur lesquels il va falloir être très attentifs », note M. Ferrand.

Après la censure par le Conseil constitutionnel du dispositif d'encadrement des indemnités prud'homales pour les salariés licenciés sans cause réelle ni sérieuse, un nouveau mécanisme est en cours d'étude, mais dont le support législatif n'est pas encore arrêté à ce stade. Enfin, pour ce qui est des ordonnances, il faut compter entre neuf et dix-huit mois avant qu'elles puissent être présentées, car elles doivent au préalable faire l'objet de concertations obligatoires. Le travail est donc loin d'être achevé et, d'ici là, le Parlement aura bien l'occasion d'exercer son rôle de « sentinelle active ». ■

**BERTRAND BISSUEL
ET PATRICK ROGER**

**LE NOUVEAU RDV
DES ENTREPRENEURS, STARTUPS
& DIRIGEANTS D'ENTREPRISES**



« Le texte sur le dialogue social attend ses décrets » - *Le Monde*

Le texte sur le dialogue social attend ses décrets

PROMULGUÉE LE 17 AOÛT, la loi sur le dialogue social est loin d'avoir produit ses effets. De nombreuses dispositions de cette réforme, portée par l'ancien ministre du travail, François Rebsamen, ne vont s'appliquer que début 2016, voire à partir du 1^{er} juillet 2017. Quelque 70 décrets doivent être pris. Aucun n'a été publié à ce stade. Une première vague est prévue sur les mois d'octobre et novembre, précise-t-on dans l'entourage de Myriam El Khomri, qui a succédé, début septembre, à M. Rebsamen. Les derniers décrets paraîtront en mars 2016, en principe, pour les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est la plus

lointaine. Parmi elles figure l'une des innovations les plus importantes de la loi : les commissions paritaires régionales qui permettront aux quelque 4,6 millions de salariés des très petites entreprises (TPE) d'être représentés.

Une mesure « très attendue »

Les moyens dévolus aux syndicats constituent une mesure « très attendue », explique Marylise Léon, secrétaire nationale de la CFDT. Il s'agit en l'espèce du nombre d'heures de délégation et de mandats qui seront accordées dans les entreprises où l'on regroupe les instances représentatives du personnel (comité d'entreprise,

comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, etc.). Le décret portant sur ce sujet devrait sortir en novembre.

Autre dispositif qui sera surveillé de près : le traitement des dossiers de pathologies psychiques pour qu'ils soient reconnus en maladies professionnelles. Cette mesure avait fait l'objet de deux amendements identiques défendus, d'une part, par le député Benoît Hamon (PS, Yvelines) et l'ensemble du groupe socialiste et, de l'autre, par le gouvernement au cours de la discussion sur le projet de loi (*Le Monde* du 30 mai). Le texte d'application est annoncé pour février. ■

B.BI.

« Ce que va apporter la protection universelle maladie » - La Croix

EXPLICATION

Ce que va apporter la protection universelle maladie

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2016 examiné aujourd'hui au conseil des ministres donne le coup d'envoi d'une simplification de l'assurance-maladie. L'affiliation sera désormais liée au seul critère de résidence en France et ne changera plus avec l'évolution du statut professionnel de l'assuré.

Que changera l'assurance universelle maladie ?

Dans les faits, l'assurance-maladie est déjà universelle. En plus des assurés couverts par leur statut de salarié ou de retraités, les conjoints et les enfants bénéficient du statut d'ayant droit. Quant à ceux qui ne rentrent dans aucune autre catégorie, ils sont pris en charge depuis 1999 par la couverture maladie universelle.

« Avec la CMU, on a comblé les trous de la raquette mais en laissant l'éparpillement créé au fil du temps », explique un conseiller ministériel. La protection universelle maladie n'étendra donc pas le nombre d'assurés mais vise plutôt à simplifier radicalement le système en le rendant indépendant du statut professionnel. Toute personne résidant de manière « stable et régulière en France », depuis au moins six mois, aura donc droit à la prise en charge de ses dépenses de santé par l'assurance-maladie.

Quels seront les avantages pour les assurés ?

La simplification profitera d'abord aux assurés contraints de changer de régime en raison de l'évolution de leur statut professionnel (régime général, agricole, régime des indépendants). Un travailleur agricole perdant son emploi devait ainsi s'affilier

au régime général, s'il ne retrouvait pas un emploi, pour bénéficier de la CMU. Même chose pour un travailleur indépendant qui arrêtaient son activité sans retrouver d'emploi.

À chaque fois, ces changements exigeaient la fourniture de justificatifs et demandaient un délai pendant lequel le remboursement était parfois suspendu. Avec la protection universelle maladie, la couverture demeurera inchangée au fil des évolutions professionnelles. Une simple déclaration « en un clic », promet le ministère de la santé, suffira à enregistrer un changement d'activité ou de domicile. « Cela va supprimer les démarches imposées à des centaines de milliers de gens chaque année », se félicite un conseiller ministériel.

Que deviennent les ayants droit ?

Avec la disparition de la notion d'ayant droit, toute personne majeure résidant en France deviendra un assuré à part entière. Ce changement devrait profiter aux femmes, qui constituent l'immense majorité des ayants droit adultes. Celles-ci vont gagner en « indépendance » en devenant assurées de plein droit, se félicite le ministère des affaires sociales. En recevant leur propre décompte de l'assurance-maladie, elles bénéficieront aussi de davantage de « confidentialité » sur leurs visites

chez le médecin ou leur consommation de médicaments.

Dans la même logique, chaque enfant atteignant 18 ans deviendra également un assuré de plein droit au titre de l'assurance-maladie. Le texte prévoit même la possibilité de délivrance d'une carte Vitale dès 12 ans, si les parents le demandent, afin de simplifier la vie quotidienne des couples séparés.

Quels changements pour l'assurance-maladie ?

La réforme ne vise nullement à fusionner les différentes caisses en un régime unique, assure le gouvernement. Elle devrait toutefois permettre de simplifier les nombreuses opérations de contrôle auxquelles se livre l'assurance-maladie pour vérifier à quel titre un assuré est couvert. « Le critère de résidence stable en France est facile à contrôler », explique un conseiller.

La réforme devrait entrer progressivement en œuvre. Le principe de la protection universelle maladie sera acté dès début 2016, tout comme la possible délivrance d'une carte Vitale pour les mineurs. La déclaration « en un clic » des changements de situation professionnelle ou de domicile ne devrait en revanche pas être effective avant 2017. ■

« Le Drian souhaite présider la Bretagne tout en restant ministre de la défense » - Le Monde

Le Drian souhaite présider la Bretagne tout en restant ministre de la défense

L'Elysée rappelle le principe de non-cumul entre un mandat local et un poste ministériel, édicté dans la charte gouvernementale de 2012

La défense ou la Bretagne ? A l'approche du dépôt officiel des listes pour les élections régionales, le 8 novembre, le suspense s'intensifie concernant le sort de Jean-Yves Le Drian. Ce dernier ne devrait néanmoins pas faire durer le plaisir jusqu'à cette date. S'il n'a pas dévoilé ses intentions avant la fin de l'été, comme c'était initialement prévu, il devrait rapidement annoncer la couleur qu'il arborera en 2016 : soit l'uniforme kaki du ministre, soit le costume gris du président de région, donc. « Il n'est pas en train de faire sa coquette, assure un proche. Il est pris entre deux fidélités. » Au point d'être de plus en plus tenté, ces jours-ci, d'endosser les deux habits à la fois...

C'est pour François Hollande, cependant, que le dilemme politique est le plus cruel. Le scrutin de décembre s'annonce en effet comme une déroute de plus pour les socialistes, après celles des municipales, des européennes, des sénatoriales et des départementales. Or la Bretagne est l'une des rares régions que la gauche pourrait conserver. Ancien député du Morbihan, ancien maire de Lorient et ancien président du conseil régional, M. Le Drian est un avantage dans une zone où beaucoup estiment que sa position sur les listes – troisième sur

celle du Morbihan – n'est pas suffisante pour profiter au PS.

Un grand élu socialiste de la région en est persuadé : « On ne peut pas gagner sans Le Drian, et on ne peut pas gagner s'il ne promet pas de diriger pleinement la région. Les Bretons ne comprendraient pas qu'il fasse campagne et qu'il reste ensuite au gouvernement, à Paris. » D'où la tentation, dans l'entourage du ministre, d'annoncer la suite des opérations en l'installant, sur la liste, en pole position. Un de ses proches l'assure : « Il sera clair à l'égard de ses électeurs. S'il est candidat en tête de liste, à la fin de l'histoire, il sera président. »

La jurisprudence Rebsamen

Mais la perspective d'un Le Drian durablement enchaîné à l'hôtel de région de Rennes n'est pas satisfaisante pour l'Elysée. « Je veux que tu continues au gouvernement le plus longtemps possible », a indiqué à son ministre le président, peu enclin à se séparer d'un des rares membres à peu près incontestés de son équipe.

Alors, la défense ou la Bretagne ? Les deux, mon général, semblent de plus en plus tentés d'affirmer les amis du ministre. Et de balayer d'un revers de la main la « jurisprudence » François Rebsamen, contraint de quitter le ministère du travail pour reprendre sa ville

de Dijon, en invoquant le « contexte » géopolitique et le risque terroriste. « Nul n'est irremplaçable, dit l'un. Mais il y a des moments où c'est compliqué de remplacer les gens. S'il doit quitter la défense, j'espère qu'il y aura quelqu'un de rapidement opérationnel. » Façon de suggérer qu'il n'y aurait personne d'autre... « Il n'y a pas de jurisprudence Rebsamen, ajoute l'autre. Pas d'incompatibilité juridique entre ministre et président de région. La question qui se pose est politique. Elle est du seul ressort du président ou du premier ministre. » Manière de laisser planer une amicale pression sur le duo exécutif.

A l'Elysée, l'on évacue ce scénario : « Les choses ont toujours été très claires. Il n'est pas possible de cumuler un exécutif local avec un poste ministériel, c'est dans la charte gouvernementale. Après, la décision appartient à chacun. » Une exception Le Drian serait, de fait, difficilement défendable politiquement. « Ce serait une faute. A un an de la présidentielle, ce serait mal perçu par les Français. Et personne n'est irremplaçable. A aucun poste », ajoute un proche du président, citant comme successeurs possibles de M. Le Drian les noms de Stéphane Le Foll, Jean-Jacques Urvoas, Bernard Cazeneuve ou encore Marisol Touraine. ■

DAVID REVULT D'ALLONNES

« Taubira veut réformer les sorties de détenus » - Le Monde

M^{me} Taubira veut réformer les sorties de détenus

La justice a été mise en cause après la fusillade de lundi impliquant un prisonnier en fuite

Un fait divers, une loi. Christiane Taubira et Manuel Valls n'ont pas fait mentir l'adage. La garde des sceaux a annoncé, mardi 6 octobre, devant les députés, qu'elle « étudie la possibilité d'améliorer » les textes de loi sur les permissions de sortie des détenus « notamment en imposant une escorte à certains détenus », après la fusillade de lundi, lors de laquelle un policier de 36 ans a été grièvement blessé, à L'Île-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). « Nous devons sans doute revoir la législation », a confirmé le premier ministre, mercredi, sur RTL.

Le tireur, qui venait de braquer un entrepôt de bijoux à Saint-Ouen, a été tué lors de l'échange de coups de feu. Wilston B., 24 ans, était un détenu en fuite qui n'avait pas réintégré la prison du Réau (Seine-et-Marne) après une permission de sortie, le 27 mai.

Le profil du jeune homme a provoqué une polémique sur la décision de lui accorder une permission de sortie. Wilston B. était incarcéré depuis 2011, et sa peine s'achevait en janvier 2018. Selon le parquet de Bobigny, il avait été condamné huit fois entre 2007 et 2013 par le tribunal pour enfants et par le tribunal correctionnel, « notamment pour des faits de violences aggravées et de vols commis entre 2005 et 2011 ». Pire encore, il possédait l'ingrédient désormais indispensable aux polémiques politico-judiciaires : une fiche S (« sûreté de l'Etat »), établie en raison de ses contacts, en détention, avec des islamistes radicaux.

En pleine campagne des régionales, la fusillade a fait réagir à gauche comme à droite. Tête de liste PS en Ile-de-France, Claude Bartolone a réclamé un « tri » dans les fiches S – ces dernières ne jouant aucun rôle dans cette affaire, puisque Wilston B. faisait de toute façon l'objet d'un mandat de recherche en tant que fugitif. Les membres du parti Les Républicains ont eux dénoncé le « laxisme », ou « l'angélisme » des juges d'application des peines,

chargés d'accorder ou pas les permissions de sortie des détenus.

Le nombre de ces permissions est en baisse constante, de 58 948 en 2012 à 48 841 en 2014. Il avait atteint un pic en 2010, avec 62 266. La proportion d'évasion (non-réintégration dans les 48 heures) est stable, autour de 0,5 %, ce qui représente autour de 300 cas par an. Sauf urgence, les décisions de permission sont prises après l'avis d'une commission qui réunit le parquet, l'administration pénitentiaire et le service de réinsertion.

Selon M^{me} Taubira, Wilston B. avait obtenu sa sortie pour effectuer des « démarches familiales » après le décès de son père. Le détenu avait déjà quitté la prison pour les obsèques, sans incident. Ce 27 mai, il devait se rendre en personne à la mairie pour obtenir des documents nécessaires à la succession. Une permission de quelques heures. On ignore, pour l'instant, le niveau d'information dont disposait le magistrat sur son éventuelle « radicalisation » en prison. Radicalisation qui ne semble de toute façon pas avoir joué de rôle dans le braquage de lundi.

« Avec quels effectifs ? »

La proposition de la garde des sceaux aurait-elle permis d'éviter sa fuite ? L'autorisation de sortie sous escorte existe en réalité déjà dans le code de procédure pénale. Elle est rarement utilisée, en raison de la difficulté à obtenir les effectifs nécessaires auprès des policiers et des gendarmes. Pour eux, la mission fait partie des « charges indues ». Les propos de la ministre provoquent d'ailleurs le scepticisme des syndicats de policiers, qui militent depuis des années pour rebasculer vers l'administration pénitentiaire la charge des transferts de détenus (le processus est en cours). « Qui va le faire, avec quels effectifs ? », s'interroge Jean-Marc Bailleul, secrétaire général du Syndicat des cadres de la sécurité intérieure (SCSI).

D'autant que M^{me} Taubira souhaite rendre ces escortes systématiques pour certains détenus. Se-

lon quels critères ? La gravité des faits commis, le signalement pour « radicalisation » ? Au ministère de la justice, on estime qu'il est trop tôt pour répondre à ces questions. « Nous sommes sur une proposition baguette magique qui est censée répondre à tous les problèmes », déplore Olivier Janson, secrétaire général adjoint de l'Union syndicale des magistrats (USM). Le monde judiciaire regarde avec mé-

fiance une piste de travail qui réduirait encore une fois le pouvoir d'appréciation du juge en imposant une mesure automatique. Surtout, policiers, magistrats, membres de l'administration pénitentiaire, s'interrogent : ne serait-il pas plus efficace de faciliter la possibilité, pour les détenus, d'effectuer leurs démarches administratives en prison ? ■

LAURENT BORREDON

Fauteuils & Canapés Club Haut de Gamme

Du 1^{er} au 17 Octobre
Tous nos fauteuils Club en cuir mouton
coloris Miel à 990€ seulement



L'indémodable fauteuil CLUB, plus de 80 ans et toujours plus de succès ! Cuir mouton ciré, patiné, vieilli, suspension et ressorts. Plus de 30 modèles en exposition.



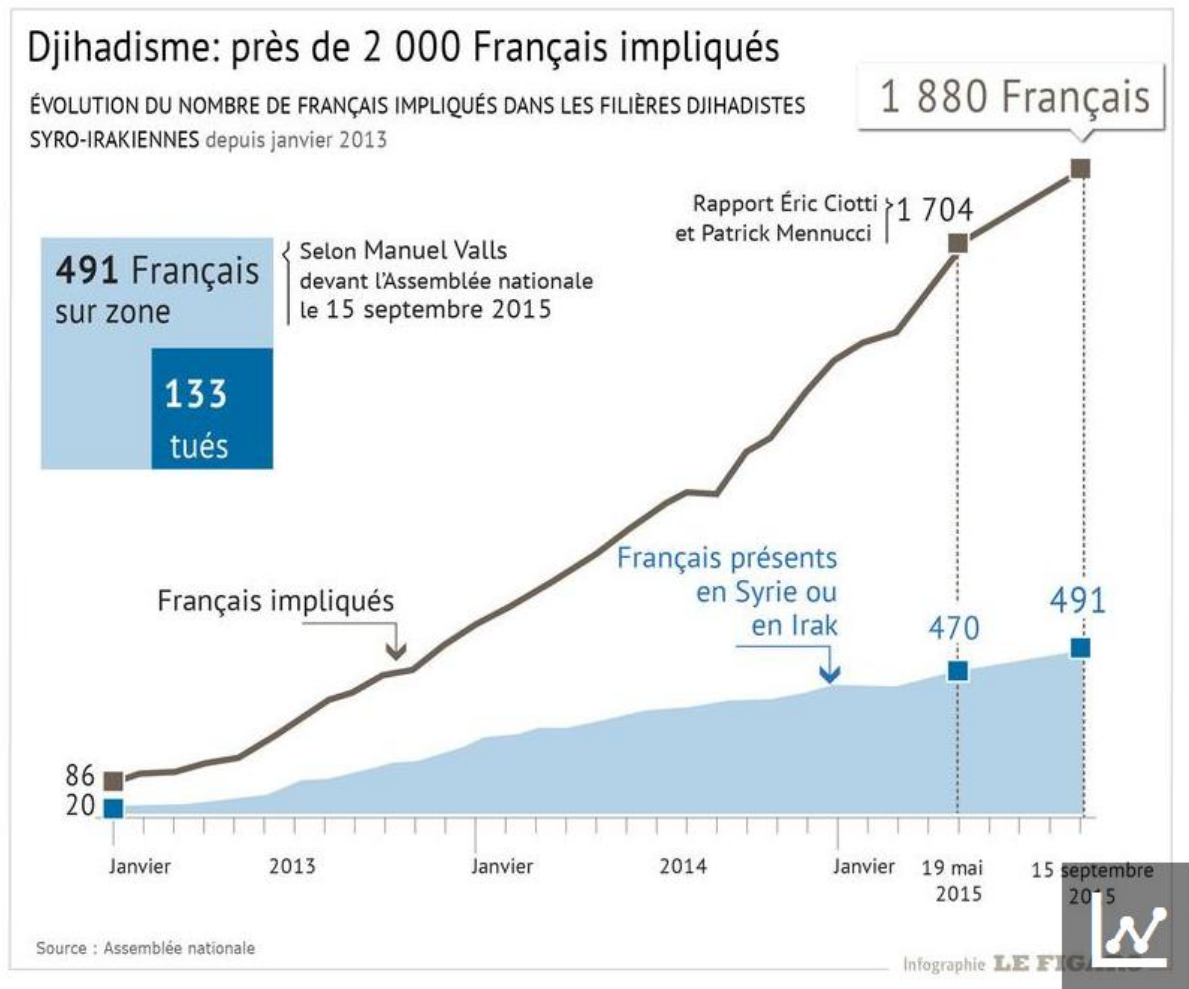
DecorActuel

80, rue Claude-Bernard - 75005 PARIS
Tél. : 01.45.35.08.69

www.decoractuel.com

Ouverture et curiosités

« Djihadisme : près de 2000 Français impliqués » - Le Figaro



« Le couple franco-allemand veut afficher son unité » - Le Monde

Le couple franco-allemand veut afficher son unité

Hollande et Merkel doivent s'exprimer ensemble à Strasbourg

BERLIN - correspondant

François Hollande et Angela Merkel devaient s'exprimer conjointement, mercredi 7 octobre, devant le Parlement européen, à Strasbourg. Une première pour un chef d'Etat français et un chancelier allemand depuis 1989. Après un discours de quinze minutes pour chacun d'entre eux, les deux dirigeants devaient écouter les responsables des groupes politiques, puis leur répondre brièvement.

C'est Martin Schulz, président du Parlement européen, qui est à l'origine de cette intervention conjointe exceptionnelle. Les deux dirigeants lui avaient donné leur accord lors d'une rencontre à Strasbourg le 31 janvier. A l'époque, il s'agissait surtout de défendre les libertés publiques, trois semaines après les attentats contre *Charlie Hebdo* et l'*Hypocrite* à Paris.

Aujourd'hui, François Hollande et Angela Merkel veulent mettre l'accent sur l'Europe comme « communauté de valeurs ».

Si leur intervention conjointe est bien entendue également destinée à mettre en avant la dynami-

que du moteur franco-allemand, les deux pays ne sont pas toujours, loin s'en faut, sur la même longueur d'onde. Petite revue des dossiers du moment.

Paris pris de court par Berlin sur les réfugiés Officiellement, les deux pays sont sur la même ligne. Depuis des mois, le ministre français de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, n'a cessé de s'afficher aux côtés de Thomas de Maizière,

son homologue allemand. En fait, la France a longtemps été hostile à la politique de quotas proposée par l'Union européenne et soutenue par l'Allemagne, qui y voit un moyen de limiter le nombre de réfugiés qu'elle accueille, en partageant cette responsabilité avec ses voisins. Même si l'Allemagne n'a jamais critiqué publiquement le peu d'empressement de Paris de recevoir des réfugiés, elle constate que son voisin, volontiers donneur de leçons en matière de droits de l'homme, en accueille beaucoup moins qu'elle.

Pas de consensus sur l'approfondissement de l'union monétaire En juillet, François Hollande avait évoqué une « avant-garde » au sein de l'Union européenne, avec un gouvernement de la zone euro doté d'un budget spécifique

et d'un Parlement. Pour le moment, Angela Merkel s'en tient à la contribution que François Hollande et elle-même avaient envoyée le 23 mai à Jean-Claude Juncker, le président de la Commission.

Les deux dirigeants ont alors proposé que la zone euro se dote d'un programme dans « quatre domaines d'action, qui devaient être développés dans les prochaines années » : la politique économique, la convergence économique, fiscale et sociale, la stabilité financière et les investissements, et la gouvernance de l'union monétaire.

Un document qui semblait également adressé à David Cameron. Le premier ministre britannique souhaite en effet obtenir de ses partenaires une révision des traités, non pas pour renforcer l'Union européenne, mais au contraire pour renforcer les prérogatives des Etats. Avec ce document,



La chancelière allemande, Angela Merkel, et le président Hollande, à Paris, le 2 octobre. STEPHANE DE SAKUTIN/AFP

Angela Merkel et François Hollande tentent d'avoir une position commune face au premier ministre britannique, même si les responsables politiques allemands semblent davantage craindre un « Brexit » que leurs homologues français.

Accord pour éviter la sortie de la Grèce de la zone euro Après l'élection d'Alexis Tsipras en janvier, Angela Merkel et François Hollande ont très vite joué une partition commune face au premier ministre grec.

En Allemagne, alors que des voix de plus en plus nombreuses, dont celle du ministre des finances, Wolfgang Schäuble, se prononçaient en faveur d'un « Grexit » au moins temporaire, Angela Merkel a compris que c'était une ligne rouge pour François Hollande et que, par conséquent, elle n'entendait pas la franchir.

Impatience allemande sur les déficits Si Berlin a vu d'un bon œil

les promotions de Manuel Valls et d'Emmanuel Macron durant l'année 2014, l'Allemagne s'inquiète toujours du manque d'allant de la France pour les réformes structurelles. La récente proposition du commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Pierre Moscovici, de prendre en compte le coût de l'accueil des réfugiés dans le calcul des déficits publics de certains pays a été vue à Berlin comme une nouvelle tentative de Paris de ne pas se soumettre à la discipline européenne.

Front commun sur l'Ukraine face à la Russie, divergences d'approche sur la Syrie L'Ukraine est sans doute le dossier qui a le plus contribué à rapprocher le président socialiste de la chancelière conservatrice. Berlin ne voulait pas se trouver seul face à Moscou pour tenter de ré-

gler ce conflit. Par ailleurs, Paris entendait être associé pour asseoir son statut de grande puissance. La négociation des accords de Minsk, en février, a été l'occasion pour le président et la chancelière de travailler très étroitement ensemble.

Sur la Syrie, la France et l'Allemagne n'ont pas tout à fait le même point de vue quant à l'avenir du président syrien. François Hollande fait partie des « durs » qui pensent que celui-ci doit partir pour permettre de trouver une solution à la guerre civile. Angela Merkel juge qu'il faut parler avec tous les interlocuteurs et que Bachar Al-Assad fait partie de la solution. De même, l'Allemagne semblait ces derniers jours moins critique à l'égard de l'intervention russe en Syrie que d'autres pays occidentaux, notamment la France. ■

FREDERIC LEMAÎTRE

« Un économiste sud-coréen élu à la tête du GIEC, le groupe d'experts du climat » - Le Monde

Un économiste sud-coréen élu à la tête du GIEC, le groupe d'experts du climat

L'ancien président de l'organisme onusien, Rajendra Pachauri, avait démissionné après avoir été accusé de harcèlement sexuel en Inde

Il sera, dans les prochaines années, la voix et le visage de la science climatique. L'économiste sud-coréen Hoesung Lee a été élu, mardi 6 octobre, président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Professeur à l'université de Corée, M. Lee a été élu au second tour, face au physicien belge Jean-Pascal van Ypersele (université catholique de Louvain), par 78 voix contre 56, après le vote des États membres du GIEC réunis jusqu'à jeudi à Dubrovnik (Croatie). Très investi dans la campagne qu'il avait menée ces derniers mois, M. Lee remplace l'ingénieur indien Rajendra Pachauri, arrivé en 2002, qui a démissionné en février après avoir été mis en cause dans une affaire de harcèlement sexuel. Il est le troisième président de l'organisation, créée en 1988 sous la tutelle de l'Organisation météorologique mondiale

(OMM) et du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUM) pour expertiser les connaissances scientifiques, techniques et économiques en lien avec le changement climatique. Tous les six ans environ, le GIEC publie l'état de l'art de ces connaissances dans des rapports qui servent de base aux négociations. En 2007, conjointement avec l'ancien vice-président américain Al Gore, le GIEC a reçu le prix Nobel de la paix.

Au sein de l'organisme, le président du GIEC est chargé, avec les 34 membres du bureau, d'orchestrer le travail des experts et de donner les grandes orientations à la forme que revêt l'expertise (rapport d'évaluation, rapports spéciaux sur des thématiques données, etc.). A l'extérieur du GIEC, son président remplit essentiellement un rôle de représentation et d'intermédiaire avec les décideurs politiques.

Avocat de la science climatique
Le projet de M. Lee pour le GIEC repose sur trois axes. D'abord, préciser-il dans sa note d'intention, il faut « accroître la participation d'experts des pays en développement », en « identifiant localement les centres de recherche d'excellence travaillant sur la science climatique, l'adaptation et l'atténuation du réchauffement, ainsi que sur le développement économique ».

Ensuite, M. Lee entend « améliorer la neutralité et la pertinence » du travail du GIEC en « incorporant des contributions du monde des affaires, de l'industrie et de la finance ». Enfin, l'économiste sud-coréen veut promouvoir l'étude des questions liées « à la création d'emploi, la santé, l'innovation et le développement technologique ».

Si le président du GIEC ne participe pas directement aux travaux d'expertise, la parole publique qu'il porte est l'objet d'une attention particulière de la part des gouvernements. En avril 2002, le *New York Times* avait ainsi révélé qu'un mémorandum adressé par la société pétrolière Exxon à la Maison Blanche demandait que le chimiste de l'atmosphère Robert Watson, jugé trop engagé, ne soit pas soutenu par les États-Unis. Washington avait en fine pesé en

faveur de l'indien Rajendra Pachauri, ingénieur de formation et présumé susceptible de porter un discours plus favorable aux industriels.

La fonction de président du GIEC a évolué en 2010, après la découverte d'une erreur dans l'un de ses rapports. En janvier 2010, dans la foulée de l'échec du som-

met de Copenhague, le *Sunday Times* mettait en exergue une coquille, à la 497^e des 976 pages du deuxième volet (« Impacts, adaptation, vulnérabilités ») de la quatrième édition (2007) du rapport du GIEC. « Dans l'Himalaya, pouvait-on y lire, les glaciers se retirent plus vite que dans toute autre partie du monde et, si les taux de

retrait se maintiennent, la probabilité est très élevée de les voir disparaître en 2035 et peut-être plus tôt, si la Terre continue à se réchauffer au rythme actuel ».

Cette erreur de date – « 2035 » au lieu de « 2350 » – avait entamé la crédibilité des experts et M. Pachauri, alors en poste, avait dû devenir, devant les médias, l'avo-

cat de la science climatique. La pression médiatique, notamment au Royaume-Uni, s'était essentiellement exercée sur lui. Et ne s'est estompée que plusieurs mois plus tard, après que différents audits ont conclu à la qualité incontestable des travaux du GIEC. ■

STÉPHANE FOUCART

LE PROFIL



Hoesung Lee
A 69 ans, cet économiste sud-coréen enseigne à l'université de Corée. Il a commencé sa carrière comme économiste dans l'industrie (chez le pétrolier Exxon) avant de rejoindre l'institut de développement coréen. Dans les années 1980, il fonde le Korea Energy Economics Institute, puis devient conseiller spécial du ministre de l'environnement coréen (1994-1996). Il assurait jusqu'à présent, avec le Belge Jean-Pascal van Ypersele, la vice-présidence du GIEC.

CESSIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DÉCRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE FRANCE, sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que la garantie financière dont bénéficie :
BMD CONSEIL SARL
44 rue du Grand Rabbin Haguenue 54000 NANCY
SIREN : 538 836 832
depuis le 26 janvier 2012 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'établissement garant sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL BMD CONSEIL.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DÉCRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE FRANCE, sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que la garantie financière dont bénéficie :
SARL AU COEUR DU LAURAGAIS
157 Rue de la République 31290 VILLEFRANCHE DE LAURAGAIS
RCS : 589 322 424
depuis le 1^{er} janvier 2009 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'établissement garant sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL AU COEUR DU LAURAGAIS.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DÉCRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE FRANCE, sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que la garantie financière dont bénéficie :
Monsieur Jean-Marie BOUNES
Cabrès Grand Casino 81000 ALBI
RCS : 334 802 378
depuis le 1^{er} janvier 2004 pour son activité de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'établissement garant sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de Monsieur Jean-Marie BOUNES.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DÉCRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE FRANCE, sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que la garantie financière dont bénéficie :
SARL SUN IMMOBILIER
TRANSACTIONS
Allée Anne de Neubourg
Domaine de Cyrano 64250 CAMBO LES BAINS
RCS : 444 622 096
depuis le 21 juillet 2007 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'établissement garant sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL SUN IMMOBILIER TRANSACTIONS.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DÉCRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE FRANCE, sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que la garantie financière dont bénéficie :
SARL AEDUM IMMOBILIER
13 Rue Sadi Carnot 84100 CREST
RCS : 401 837 128
depuis le 1^{er} janvier 2004 pour son activité de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'établissement garant sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL AEDUM IMMOBILIER.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DÉCRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE FRANCE, sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que la garantie financière dont bénéficie :
1001 CLEFS SARL
13 rue Berlioz 54130 SAINT MAX
SIREN : 749 915 005
depuis le 1^{er} avril 2012 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'établissement garant sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL 1001 CLEFS.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DÉCRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE FRANCE, sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que la garantie financière dont bénéficie :
SARL AGENCE TERRE MER
321 Rue de Termis 50240 DUNKERQUE ROSENDAEL
RCS : 581 357 865
depuis le 14 avril 2008 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'établissement garant sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL AGENCE TERRE MER.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DÉCRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE FRANCE, sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX (RCS NANTERRE 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que la garantie financière dont bénéficie :
E.E.E. FRANCE SARL
c/o A.A.C.C.I. - P.A.E. Les Châtaignes 6 avenue du Pré Fétin 78480 ANNECY LE VIEUX
SIREN : 538 327 677
depuis le 1^{er} septembre 2011 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'établissement garant sis Cour Défense - Tour A - 110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DEFENSE CEDEX. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SARL E.E.E. FRANCE.